

Ministère de la Prévoyance sociale

Accord national dento-mutualiste du 9 décembre 1992, p. 658.

*Exécutifs — Communauté flamande**Ministère de la Communauté flamande*

Direction de la Conservation et du Développement de la nature.
Service Eaux et Forêts. Examen de chasse 1993, p. 660.

*Exécutifs — Région de Bruxelles-Capitale**Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale*

Eaux et Forêts. Examen de chasse 1993, p. 660.

Ministerie van Sociale Voorzorg

Nationaal akkoord tandheekkundigen-ziekenfondsen van 9 december 1992, bl. 658.

*Executieven — Vlaamse Gemeenschap**Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap*

Bestuur Natuurbehoud en -ontwikkeling. Dienst Waters en Bossen. Jachtexamen 1993, bl. 660.

*Executieven — Brusselse Hoofdstedelijk Gewest**Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest*

Waters en Bossen. Jachtexamen 1993, bl. 660.

LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

F. 93 — 54

[S-C — 21003]

Arrêt n° 79/92 du 23 décembre 1992

Numéro du rôle : 331

En cause : le recours en annulation partielle de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux, introduit par l'Exécutif régional wallon.

La Cour d'arbitrage,

composée du président D. André et du juge faisant fonction de président F. Debaedts, et des juges K. Blanckaert, H. Boel, L. François, P. Martens et Y. de Wasseige, assistée du greffier H. Van der Zwaimen, présidée par le président D. André,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête du 4 octobre 1991 adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le même jour et reçue au greffe le 7 octobre 1991, l'Exécutif régional wallon, représenté par son président, dont le cabinet est établi à 5100 Namur, rue Mazy 25-27, demande l'annulation de l'article 4, §§ 2 et 3, l'article 6, alinéa 1er, l'article 7, § 3, l'article 8, §§ 1er, 2 et 4, l'article 10, l'article 12, l'article 14, « alinéa 1er, » l'article 18, § 2, § 3, 2° et 3°, et § 4, l'article 19, l'article 21, alinéas 1er et 3, et l'article 24, alinéa 1er, de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux, publiée au *Moniteur belge* du 6 avril 1991.

II. *Procédure*

Par ordonnance du 7 octobre 1991, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la précitée loi spéciale.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi susdite par lettres recommandées à la poste le 24 octobre 1991 remises aux destinataires les 25 et 26 octobre 1991.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale susdite a été publié au *Moniteur belge* du 26 octobre 1991.

Le Conseil des ministres, représenté par le Premier ministre, dont le cabinet est établi à 1000 Bruxelles, rue de la Loi 16, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 8 décembre 1991.

Copie de ce mémoire a été transmise conformément à l'article 89 de la loi organique par lettre recommandée à la poste le 13 janvier 1992 et remise au destinataire le 14 janvier 1992.

L'Exécutif régional wallon a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 14 février 1992.

Par ordonnances du 6 mars 1992 et du 15 septembre 1992, la Cour a prorogé respectivement jusqu'au 4 octobre 1992 et jusqu'au 4 avril 1993 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par délibération du 15 septembre 1992, la Cour a décidé que suite à l'admission à la retraite du président I. Pétry, et l'accession à la présidence de J. Wathelet, le juge Y. de Wasseige prendra au siège la place attribuée à l'origine à J. Wathelet.

Par ordonnance du 27 octobre 1992, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 26 novembre 1992.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 28 octobre 1992 remises aux destinataires le 29 octobre 1992.

Par suite de l'admission à la retraite du président J. Wathelet en date du 19 novembre 1992, le juge D. André remplissait à l'époque les fonctions de président; par ordonnance du 26 novembre 1992, le juge F. Debaedts, faisant fonction de président en exercice par suite de l'empêchement du président J. Delva, a désigné le juge P. Martens pour compléter le siège, et a constaté que le juge Y. de Wasseige remplace le juge D. André en qualité de rapporteur.

A l'audience du 26 novembre 1992 :

— ont comparu :

Me M. Mahieu, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif régional wallon;

— les juges Y. de Wasseige et H. Boel ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. La loi du 20 mars 1991 et les dispositions contestées

La loi du 20 mars 1991 organise l'agrégation d'entrepreneurs de travaux et abroge l'arrêté-loi du 3 février 1947 portant sur le même objet.

Le chapitre Ier (articles 1er et 2) précise le champ d'application de la loi.

Le chapitre II (articles 3 à 11) désigne les marchés qui ne peuvent être attribués qu'à des entrepreneurs agréés (article 3), fixe les conditions et modalités d'agrégation (articles 4 à 7 et article 11) et règle la procédure d'octroi des agrégations définitives ou provisoires (articles 8 à 10). Sont visés par le recours, l'article 4, §§ 2 et 3, l'article 6, alinéa 1er, l'article 7, § 3, l'article 8, §§ 1er, 2 et 4, et l'article 10, lesquels disposent comme suit :

Article 4, §§ 2 et 3

« § 2. Le Roi détermine les règles et les critères qui sont pris en considération lors de l'introduction et de l'examen des demandes d'agrégation, des révisions, des demandes de transfert de l'agrégation et lors de l'appréciation des preuves produites en application de l'article 3, § 1er, 2°. Sur la base de ces preuves, il sera établi si les conditions fixées au § 1er sont remplies.

Le ministre détermine les documents qui doivent être produits à cet effet.

§ 3. Le Roi peut, selon les modalités qu'il détermine et après avis de la Commission, dispenser certaines personnes de droit public des conditions visées au § 1er qui sont incompatibles avec la nature de ces personnes. »

Article 6, alinéa 1er

« Un marché de travaux ne peut être attribué à un entrepreneur non agréé qui produit les preuves visées à l'article 3, § 1er, 2°, ou se fonde sur une inscription sur la liste officielle des entrepreneurs agréés dans un autre Etat membre des Communautés européennes, qu'après que le ministre a décidé, à la demande du maître d'ouvrage et après l'avis de la Commission, que sont respectivement remplies les conditions d'agrégation visées à l'article 4, § 1er, et les exigences en matière d'équivalence d'agrégation visées à l'article 5. »

Article 7, § 3

« Le Roi détermine le montant total des travaux, tant publics que privés, qui peuvent être exécutés simultanément par le même entrepreneur au moment de l'attribution du marché. »

Article 8, §§ 1er, 2 et 4

« § 1er. L'agrégation est accordée, à la demande de l'entrepreneur, par le ministre, après avis de la Commission.

§ 2. L'agrégation dans la classe la plus basse est accordée par le ministre, après avis de la Commission, à l'entrepreneur qui en fait la demande et qui fournit la preuve qu'il satisfait aux conditions visées à l'article 4, § 1er, 1°, 2°, 3°, 4° et 7°.

(...)

§ 4. L'agrégation fait l'objet d'un certificat délivré par le ministre. Ce certificat mentionne le numéro d'inscription dans un registre, quant à la classe d'agrégation dans une catégorie ou sous-catégorie de travaux, ainsi que la date à laquelle l'agrégation a été obtenue. »

Article 10

« Le ministre peut, après avis de la Commission, dans les conditions et selon les modalités déterminées par arrêté royal, accorder une agrégation provisoire à un entrepreneur pour chaque catégorie ou sous-catégorie d'activités exercées depuis moins de cinq ans.

L'agrégation provisoire est valable vingt mois. A la demande de l'intéressé, elle peut être prolongée deux fois, chaque fois d'un même délai de vingt mois. »

Le chapitre III (article 12) habilite le Roi à préciser les modalités de transfert d'une agrégation; cette disposition est également visée par le recours et s'énonce comme suit :

Article 12

« Le Roi détermine dans quels cas de reprise, de fusion, de division ou de modification de la personnalité juridique, le transfert d'une agrégation accordée à une personne physique ou morale peut avoir lieu. »

Le chapitre IV (articles 13 à 17) instaure une commission d'agrégation, en précise la composition (article 13), en détermine les missions (article 14) et les modalités de fonctionnement (articles 15 à 17). Dans ce chapitre, seul l'article 14, a, est visé par le recours.

Article 14

« La Commission a pour mission :

a) de donner des avis au ministre concernant toutes les demandes d'agrégation, d'agrégation provisoire et toutes les révisions d'une agrégation. »

Le chapitre V est consacré à la révision de l'agrégation et comprend un article unique (article 18), dont les §§ 2, 3, 2° et 3°, et § 4, sont visés par le recours; il dispose comme suit :

Article 18

« § 1er. Toute agrégation ne reste valable que jusqu'au moment de sa révision.

§ 2. Le Roi peut à tout moment décider de procéder à une révision générale de toutes les agrégations de tous les entrepreneurs.

§ 3. Il est procédé à une révision individuelle de toutes les agrégations d'un entrepreneur :

1° tous les cinq ans et pour la première fois après une période de cinq ans à compter de l'obtention d'une première agrégation;

2° à l'initiative du ministre ou de la Commission lorsqu'ils ont connaissance de données selon lesquelles l'entrepreneur ne remplit plus les conditions visées à l'article 4, § 1er, 1°, 2°, 3°, 5° et 6°;

3° à l'initiative du ministre ou de la Commission dans le cas d'une modification de la personnalité juridique, de la forme juridique ou de cessation des activités de l'entrepreneur.

§ 4. A l'initiative du ministre ou de la Commission, il peut être procédé à la révision individuelle d'une ou de plusieurs agréations d'un entrepreneur, lors de chaque modification, extension ou transfert d'une agréation, à l'exception des demandes d'obtention d'une agréation provisoire. »

Le chapitre VI (articles 19 et 20) prévoit les cas dans lesquels le déclassement, la suspension et le retrait de l'agréation peuvent être décidés et en précise les modalités; seul l'article 19 est visé par le recours et dispose comme suit :

Article 19

« § 1er. Le ministre peut, après avoir reçu l'avis de la Commission, ordonner le déclassement ou la suspension d'une ou de plusieurs agréations d'un entrepreneur :

1° Lorsqu'une plainte est déposée à la Commission par les maîtres d'ouvrage de travaux au sens de l'article 2, au sujet d'un entrepreneur agréé, auquel il est reproché un des faits suivants :

- a) manquement aux conditions des marchés passés;
- b) faute grave dans l'exécution des travaux;
- c) fausses déclarations en fournissant les renseignements en vue d'établir s'il a été satisfait aux conditions imposées au moment de l'attribution du marché;
- d) non-respect de l'interdiction d'entente prévue à l'article 7 de la loi relative aux marchés publics;
- e) manquement, au cours de l'exécution d'un marché public, à l'une des obligations visées à l'article 8, §§ 1er et 3, de la loi relative aux marchés publics.

2° Lorsque le ministre ou la Commission a connaissance de données officielles d'où il ressort que l'entrepreneur :

- a) ne remplit plus les conditions prévues à l'article 4, § 1er, 4^o, a), et 7^o;
- b) s'est rendu coupable de fausses déclarations au moment de l'introduction d'une demande d'agréation;
- c) n'a pas respecté l'obligation de notification imposée par l'article 17.

§ 2. Lorsque l'entrepreneur, après y avoir été sommé, n'a pas ou n'a que partiellement donné suite dans les soixante jours, à la demande de la Commission de produire, dans le cadre des articles 18 et 19, toutes pièces et tous renseignements qu'elle juge utiles, son agréation est suspendue par le ministre.

§ 3. Le ministre peut, après avis de la Commission, ordonner le retrait d'une ou de plusieurs agréations d'un entrepreneur ou exclure un entrepreneur de marchés publics dans les cas prévus au § 1er, 1^o, b, d et e, et 2^o, a et b.

§ 4. Les mesures applicables conformément aux § 1er, 1^o et 2^o, et § 2 sont proposées au ministre par la Commission au moyen d'un avis motivé, après que l'entrepreneur a eu l'occasion de prendre connaissance des faits qui lui sont imputés et qu'il a eu l'occasion d'être entendu dans ses moyens de défense.

La décision du ministre est motivée et notifiée par lettre recommandée à l'entrepreneur. Elle est également publiée par extrait au *Moniteur belge*. »

L'article 21, consacré aux dérogations à l'obligation de recourir à des entrepreneurs agréés et constituant le chapitre VII, est attaqué en ses alinéas 1er et 3.

Article 21

« Pour les travaux, autres que ceux visés au troisième alinéa, qui seront exécutés ou qui seront subventionnés au moins à raison de 25 p.c., ou qui seront financés, sous quelque forme que ce soit, à raison d'au moins 25 p.c. à charge de leur budget ou à charge du budget d'établissements publics dépendant d'eux, les ministres ou les Exécutifs pourront, moyennant le respect des règles à déterminer par le Roi, et après avis de la Commission, décider par arrêté motivé la dérogation des conditions prévues aux articles 3 et 11.

Si les travaux sont exécutés pour le compte de personnes de droit privé, subventionnés ou financés sous quelque forme que ce soit par des personnes de droit public ou par toute autre personne à laquelle s'applique la loi relative aux marchés publics, la dérogation est accordée dans les mêmes conditions par le ministre.

Le pouvoir de dérogation ne peut faire l'objet d'une délégation. »

Les chapitres VIII et IX contiennent, respectivement, des dispositions pénales et finales parmi lesquelles seul l'article 24, alinéa 1er, est attaqué et dispose comme suit :

Article 24

« Les entrepreneurs agréés à la date d'entrée en vigueur de la présente loi conservent leurs agréations jusqu'au moment où leur situation aura été révisée conformément aux modalités et dans les délais fixés par le Roi. »

IV. *En droit*

— A —

A.1. L'Exécutif régional wallon prend un moyen unique tiré de la violation des articles 107 *quater* de la Constitution et 6, § 1er, VI, alinéas 3 et 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 en ce que,

— d'une part (première branche), l'article 4, § 2 et 3, l'article 12, l'article 14, a, l'article 19, § 4, l'article 21, alinéa 1er, et l'article 24, alinéa 1er « réglementent dans les moindres détails l'agréation des entrepreneurs de travaux ou habilite sans limite l'autorité nationale à cet effet »;

— d'autre part (seconde branche), l'article 4, § 3, l'article 6, alinéa 1er, l'article 7, § 3, l'article 8, §§ 1er, 2 et 4, l'article 10, l'article 18, § 2, § 3, 2^o et 3^o, et § 4, l'article 19, §§ 1er, 2 et 3, et l'article 21, alinéa 3 « réservent au Roi ou au ministre national ayant l'agréation des entrepreneurs dans ses attributions, la compétence de prendre des mesures d'exécution. »

Selon le requérant, il résulterait des dispositions constitutionnelles et spéciales précitées que, en matière d'agréation d'entrepreneurs de travaux, la compétence de l'Etat central devrait se limiter à la fixation des règles générales, à condition en outre qu'elles soient destinées à garantir l'union économique; les Régions seraient compétentes, quant à elles, pour compléter ce cadre général, éventuellement par voie décrétable, et pour appliquer ces normes nationales et régionales. Par ailleurs, l'Exécutif régional wallon souligne que l'Etat doit respecter la compétence de principe des Régions en matière de politique économique et qu'il ne peut entraver déraisonnablement l'exercice de ces compétences.

A.2.a. Après avoir fait le point sur la réglementation européenne existante, sur l'arrêté-loi du 3 février 1947 remplacé par la loi attaquée, et sur les motifs de ce remplacement, le Conseil des ministres cite certains travaux préparatoires de la loi du 8 août 1980, des références doctrinales et des extraits de la jurisprudence de la Cour relatifs à la portée à donner aux termes « dans le respect du cadre normatif général de l'union économique et de l'unité monétaire » repris à l'article 6, § 1er, VI, alinéa 3, de la loi du 8 août 1980. Selon lui, l'alinéa 4 de la même disposition aurait pour objet de désigner les composantes spécifiques du cadre normatif général précité, parmi lesquelles le législateur spécial a fait figurer la matière des marchés publics. Quant à la portée à donner à cette

attribution de compétence, il résulterait, toujours selon le Conseil des ministres, des travaux préparatoires cités (exposé des motifs et rapport de la Commission de la Chambre) que l'arrêté-loi du 3 février 1947 (que remplace la loi attaquée) a été considéré comme faisant partie, entre autres dispositions, de la matière « marchés publics » et que « le législateur spécial a conféré à l'autorité nationale la compétence de régler, tant par des lois que par des arrêtés réglementaires, la matière des marchés publics, en tant que celle-ci constitue l'un des « piliers » de l'union économique et monétaire »; les Régions ne pourraient dès lors intervenir que pour ce qui ne relève pas des règles générales en matière de travaux publics.

A.2.b. Quant à la portée à donner aux termes « règles générales », le Conseil des ministres, citant des travaux préparatoires de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 3, et les termes « par ou en vertu de la loi » repris à l'alinéa 3 de la disposition précitée, considère que le législateur spécial a entendu viser, comme « règles générales », tant les règles législatives que réglementaires; en ce qui concerne la compétence d'exécution, il distingue tout ce qui concerne la sélection qualitative d'un candidat et ce qui concerne l'attribution d'un marché : tout ce qui concernerait le premier point (examen des demandes d'agrément, attribution, transfert et sanctions) devrait, au nom de l'union économique et afin d'assurer l'égalité entre entrepreneurs, être uniforme et donc être réglé par l'Etat central; par ailleurs, le Conseil des ministres souligne que le législateur national a bien pris en compte les compétences économiques des Régions en faisant siéger les représentants des Communautés et des Régions à la Commission d'agrément.

A.3.a. L'Exécutif régional wallon, quant à lui, commentant les mêmes alinéas 3 et 4 de l'article 6, § 1er, VI, de la loi spéciale du 8 août 1980, s'en réfère à l'exposé des motifs à la Chambre, selon lequel les exceptions à la compétence économique des Régions devraient être interprétées restrictivement; il souligne que l'alinéa 3 précité, en tant qu'il débute par les termes « à cette fin », implique que « l'autorité nationale ne peut donc intervenir dans les quatre matières énumérées ... que pour garantir l'union économique et l'unité monétaire » et qu'elle ne peut le faire que par des règles générales. Selon le requérant, l'union économique requiert « le jeu normal de la concurrence et la libre circulation des biens et des services sur un territoire déterminé »; s'en référant au système applicable au niveau européen, l'Exécutif régional relève que l'union économique ne postulerait pas une harmonisation totale des règles d'agrément des entrepreneurs, en soulignant que la loi spéciale ne donne d'ailleurs compétence à l'Etat que pour fixer les « règles générales » en la matière.

A.3.b. En ce qui concerne la portée à donner à ces termes, les « règles générales » doivent, selon l'Exécutif régional wallon, s'entendre comme étant les règles de base, les grands principes — en l'espèce, en matière d'agrément des entrepreneurs —, lesquels relèvent de l'Etat central. Par contre, ce sont les Régions qui disposeraient de la compétence normative réglementaire et de toute la compétence d'exécution ou d'application et ce tant des règles nationales que régionales.

Selon l'Exécutif régional wallon, relèveraient donc de l'Etat, au titre de règles générales, le choix d'un régime d'agrément, son cadre général et son champ d'application, les critères généraux d'agrément, de révision et de transfert de celle-ci et les conditions de réciprocité avec les autres Etats C.E.E.

Relèveraient par contre de la Région, outre toute l'exécution du système d'agrément, la détermination des règles et critères précis d'introduction et d'examen des demandes d'agrément, de transfert, de révision, les modalités de dispense des conditions d'agrément, les cas de transfert d'une agrément, la procédure relative aux déclassés, suspension ou retrait d'agrément ainsi que les conditions dans lesquelles des dérogations peuvent être consenties.

— B —

B.1. L'article 6, § 1er, VI, alinéas 3 et 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 tel qu'il a été modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 dispose :

« En matière économique, les Régions exercent leurs compétences dans le respect des principes de la libre circulation des personnes, biens, services et capitaux et de la liberté de commerce et d'industrie, ainsi que dans le respect du cadre normatif général de l'union économique et de l'unité monétaire, tel qu'il est établi par ou en vertu de la loi, et par ou en vertu des traités internationaux.

A cette fin, l'autorité nationale est compétente pour fixer les règles générales en matière :

1° de marchés publics

(...)

B.2. Contrairement à ce qui vaut pour les matières énumérées plus loin à l'article 6, § 1er, VI, de la loi spéciale, pour lesquelles le législateur national a une compétence exclusive, sa compétence en matière de marchés publics est limitée à la fixation de règles générales, avec comme seul objectif de garantir les principes énumérés au troisième alinéa de cet article.

B.3.a. Ainsi qu'il ressort des travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 (Doc. parl., Chambre, S.E. 1988, n° 516/6, pp. 126-127), par « règles générales en matière de marchés publics », il faut entendre les principes relatifs aux matières réglées par :

- la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;
- l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;
- l'arrêté ministériel du 10 août 1977 établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services;
- la réglementation en matière d'agrément des entrepreneurs, telle qu'elle est par exemple fixée par l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agrément des entrepreneurs, par l'arrêté royal du 9 août 1982 fixant les mesures d'application de l'arrêté-loi du 3 février 1947 et par l'arrêté ministériel du 13 août 1982 établissant les critères à prendre en considération pour l'examen des demandes d'agrément des entrepreneurs et les conditions d'octroi des dérogations éventuelles.

B.3.b. Comme il a été relevé ci-dessus, la loi du 20 mars 1991 abroge, en son article 23, l'arrêté-loi du 3 février 1947; le remplacement de cette législation a été justifié comme suit dans l'exposé des motifs : « La réglementation en matière d'agrément introduite en vertu de l'arrêté-loi du 3 février 1947 en vue de garantir une bonne exécution des marchés publics de travaux doit, à présent, être révisée. Les évolutions marquant le secteur de la construction et le monde des entrepreneurs ainsi que les récents développements européens *ad hoc* et la nécessité de tenir compte des récentes réformes institutionnelles, sont à la base du présent projet de loi » (Doc. parl., Sénat, 1990-1991, n° 1067/1, p. 1).

Par son objet, la loi du 20 mars 1991 fait partie de la matière des « marchés publics » visée à l'article 6, § 1er, VI, alinéa 4, précité.

B.3.c. En ce qui concerne la portée précise qu'il convient de donner aux termes « règles générales », les travaux préparatoires précités, de même que la référence faite à l'article 6, § 1er, VI, alinéa 4, précité au « cadre normatif général » mentionné au troisième alinéa de la même disposition, impliquent que la détermination, par l'autorité nationale, des principes régissant la matière des marchés publics, peut s'opérer par la voie réglementaire comme par la voie législative.

Les Régions peuvent par ailleurs, ainsi que l'indiquent les mêmes travaux préparatoires, compléter ces principes, y compris par voie normative, afin de mener des politiques adaptées à leurs besoins, pour autant que celles-ci n'aillent pas à l'encontre du cadre normatif défini par l'autorité nationale (Doc. parl., Chambre, S.E. 1988, n° 516/1, p. 10).

B.4. Il résulte de ce qui précède que, en matière d'agrément des entrepreneurs, la répartition des compétences entre l'Etat et les Régions peut être définie comme suit :

- l'autorité nationale est compétente pour adopter les normes, législatives ou réglementaires, établissant les règles générales, dans la mesure nécessaire au maintien de l'union économique et de l'unité monétaire;
- les Régions peuvent compléter ces normes par d'autres et sont en outre seules compétentes pour prendre les mesures d'application individuelles des normes nationales et régionales.

Sur la première branche du moyen

B.5. En cette première branche du moyen, le requérant soutient que la loi du 20 mars 1991 viole l'article 6, § 1er, VI, alinéas 3 et 4, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, tel qu'il a été modifié par la loi spéciale du 8 août 1988, en ce que les dispositions attaquées « réglementent dans les moindres détails l'agrément des entrepreneurs de travaux ou habiliter sans raison l'autorité nationale à cet effet ». Le grief est dirigé contre les articles suivants :

- 4, §§ 2 et 3;
- 12;
- 14, a;
- 19, § 4;
- 21, alinéa 1er;
- 24, alinéa 1er.

B.5.a. En matière de marchés publics de travaux, l'exigence d'une agrément préalable des entrepreneurs doit être considérée comme un principe de base; il s'ensuit que l'article 3 de la loi du 20 mars 1991, non attaqué, qui formule cette exigence, doit être considéré comme contenant une règle générale relevant de la compétence de l'autorité nationale en vertu de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 4, de la loi spéciale; la compétence d'imposer cette exigence implique celle d'en déterminer les modalités principales.

Sont notamment à considérer comme telles :

- la détermination des conditions d'agrément (article 4, § 1er, non attaqué), de reconnaissance d'équivalence des entrepreneurs (article 6), de transfert (article 12), de révision (article 18), de déclassement, de suspension et de retrait (article 19) des agréments;
- la détermination des règles et critères à prendre en considération lors de l'agrément, de la révision ou du transfert de l'agrément (article 4, § 2);
- la détermination du champ d'application matériel du système d'agrément (article 4, § 3; article 21, alinéa 1er), de son champ d'application temporel et de mesures provisoires (article 24, alinéa 1er; article 10);
- l'institution d'une commission consultative composée d'experts représentant les différents acteurs concernés (article 13, non attaqué), de même que la détermination des missions de cette commission (article 14).

B.5.b. En ce que la branche du moyen fait grief à l'article 14, a, et à l'article 19, § 4, d'habiliter sans limite l'autorité nationale à « réglementer dans les moindres détails l'agrément des entrepreneurs de travaux », elle implique aussi la seconde branche du moyen : l'examen de celle-ci portera donc également sur ces deux articles.

Les avis rendus par la Commission prévue à l'article 13 sont de nature à favoriser une application uniforme du système d'agrément, mais ils ne lient pas l'autorité décisionnelle. La mission consultative qui est confiée à la commission par le législateur national n'empêche pas le législateur décentralisé, d'une part, d'adopter des normes d'agrément complémentaires dont la commission devra tenir compte dans ses avis, d'autre part, de subordonner la décision finale à des critères spécifiques, pour autant que ces normes et critères soient compatibles avec les règles générales édictées par l'autorité nationale et n'aillent pas à l'encontre du cadre normatif définissant l'union économique.

B.5.c. Les autres dispositions de la loi du 20 mars 1991 visées dans la première branche du moyen, en tant qu'elles ont pour objet de déterminer, par elles-mêmes ou par habilitation faite au Roi, certaines des modalités du système d'agrément, sont à considérer comme des règles générales au sens de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 et dont la portée a été précisée sous B.4.

B.7. Il s'ensuit que la première branche du moyen en tant qu'elle reproche à l'article 4, §§ 2 et 3, à l'article 12, à l'article 14, a, à l'article 19, § 4, à l'article 21, alinéa 1er, et à l'article 24, alinéa 1er, « de réglementer dans les moindres détails l'agrément des entrepreneurs de travaux ou d'habiliter sans limite l'autorité nationale à le faire » n'est pas fondée.

Sur la seconde branche du moyen

B.8. Le requérant soutient que la loi du 20 mars 1991 viole l'article 6, § 1er, VI, alinéas 3 et 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 tel qu'il a été modifié par la loi spéciale du 8 août 1988, en ce que les dispositions attaquées « réservent au Roi ou au ministre national ayant l'agrément des entrepreneurs dans ses attributions la compétence de prendre des mesures d'exécution ». Ce grief est dirigé contre les articles suivants :

- 4, § 3;
- 6, alinéa 1er;
- 7, § 3;
- 8, §§ 1er, 2 et 4;
- 10;
- 18, § 2;
- 18, § 3, 2° et 3°;
- 18, § 4;
- 19, §§ 1er, 2 et 3;
- 21, alinéa 3.

Ainsi qu'il est précisé sous B.6.b., le grief sera également examiné en ce qui concerne les articles 14, a, et 19, § 4.

B.9. Comme il a été conclu sous B.4, les alinéas 3 et 4 de l'article 6, § 1er, VI, n'attribuent pas à l'Etat la compétence d'adopter les mesures d'application individuelles des normes en matière d'agrément des entrepreneurs, mesures qui relèvent de la compétence des Régions.

B.10. L'article 4, § 3, l'article 7, § 3, et l'article 18, § 2, contiennent diverses dispositions habilitant le Roi, respectivement, à préciser les conditions de dispense d'agrément pour certaines personnes de droit public, à fixer le montant total des travaux pouvant être exécutés simultanément et à décider la révision générale des

agréations; ces différents points doivent être considérés comme des modalités importantes du système d'agrégation mis en place par le législateur, dont il a pu préférer confier la réalisation au Roi plutôt que de les régler directement.

Les mesures adoptées par le Roi sur la base des habilitations contenues dans les articles 7, § 3, et 18, § 2, ne constituent pas des mesures individuelles d'application de la réglementation en matière d'agrégation des entrepreneurs de travaux publics.

Quant à l'article 4, § 3, il doit être interprété comme autorisant le Roi à déterminer des catégories de personnes de droit public qui peuvent être dispensées des conditions du paragraphe 1er, et non comme habilitant le Roi à prendre des mesures individuelles de dispense.

Les habilitations portées par l'article 4, § 3, l'article 7, § 3, et l'article 18, § 2, ne violent pas l'article 6, § 1er, VI, alinéas 3 et 4, de la loi spéciale du 8 août 1980. Il s'ensuit que le moyen en sa seconde branche, en ce qu'elle vise ces articles, n'est pas fondé.

B.11. Quant aux autres dispositions de la loi du 20 mars 1991 citées dans la seconde branche du moyen, elles habitent le ministre national ayant l'agrégation des entrepreneurs dans ses attributions, selon le cas, à prendre l'initiative (article 18, § 3, 2° et 3° et § 4) de révisions individuelles d'agrégation ou à prendre les mesures individuelles que requiert l'application de cette législation (article 6, alinéa 1er, article 8, §§ 1er, 2 et 4, article 10, article 19, §§ 1er, 2 et 3, et article 21, alinéa 3).

De telles mesures relèvent de la compétence des Régions et ne peuvent être considérées comme des règles générales au sens de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 4, de la loi spéciale du 8 août 1980; en tant qu'elles concernent le ministre national, ces dispositions sont entachées d'excès de compétence.

B.12. L'article 14, a, qui confie à la commission la mission de donner son avis au ministre sur les demandes d'agrégation, d'agrégation provisoire et les révisions est, par son contenu, lié aux articles 8 et 10 — il rappelle une tâche que ces deux articles confient déjà à la commission — et à l'article 18, §§ 3 et 4. Cette disposition est entachée d'excès de compétence en ce qu'elle concerne un ministre national.

B.13. L'article 19, § 4, fixe des modalités d'application des §§ 1er et 2 en précisant notamment que les mesures qui y sont prévues sont proposées au ministre par la commission : en tant qu'il concerne le ministre national, le paragraphe 4 est lié aux §§ 1er et 2; il est, comme ces derniers et dans les mêmes limites, entaché d'excès de compétence.

B.14. Toutefois, afin de permettre que l'agrégation des entrepreneurs de travaux soit réglée sans interruption, il y a lieu, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, de maintenir les effets des dispositions annulées de la loi pendant un délai raisonnable.

Par ces motifs,

La Cour

1. Annule dans la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux l'article 6, alinéa 1er, l'article 8, §§ 1er, 2 et 4, l'article 10, l'article 14, a, l'article 18, § 3, 2° et 3°, et § 4, l'article 19 et l'article 21, alinéa 3, en tant qu'ils concernent le ministre national qui a l'agrégation des entrepreneurs dans ses attributions;

2. Décide que les dispositions annulées de la loi ont effet jusqu'au 31 décembre 1993 au plus tard;

3. Rejette le recours en ce qu'il est dirigé contre l'article 4, § 3, sous la réserve d'interprétation précisée sous B.10;

4. Rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage par le siège précité dans lequel le juge K. Blanckaert, légitimement empêché, a été remplacé pour le présent prononcé par le juge L.P. Suetens, à l'audience publique du 23 décembre 1992.

Le greffier,

H. Van der Zwalmen.

Le président,

D. André.

ARBITRAGEHOF

N. 93 — 54

[C — 21003]

Arrest nr. 79/92 van 23 december 1992

Rolnummer 331

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken, ingesteld door de Waalse Gewestexecutieve.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit voorzitter D. André en waarnemend voorzitter F. Debaedts, en de rechters K. Blanckaert, H. Boel, L. François, P. Martens en Y. de Wasseige, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder voorzitterschap van voorzitter D. André,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift van 4 oktober 1991, naar het Hof gezonden bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief en ter griffie ontvangen op 7 oktober 1991, vordert de Waalse Gewestexecutieve, vertegenwoordigd door haar voorzitter, met ambtswoning te 5100 Namen, rue Mazy 25-27, de vernietiging van artikel 4, § 2 en 3, artikel 6, eerste lid, artikel 7, § 3, artikel 8, §§ 1, 2 en 4, artikel 10, artikel 12, artikel 14, « eerste lid », artikel 18, § 2, § 3, 2° en 3°, en § 4, artikel 19, artikel 21, eerste en derde lid, en artikel 24, eerste lid, van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 april 1991.

II. *Rechtspleging*

Bij beschikking van 7 oktober 1991 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er ten deze geen reden was om de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet toe te passen.

Overeenkomstig artikel 76 van de voormelde wet is van het beroep kennisgegeven bij op 24 oktober 1991 ter post aangetekende brieven, die op 25 en 26 oktober 1991 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Het bij artikel 74 van de voormelde bijzondere wet voorgeschreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 26 oktober 1991 bekendgemaakt.

De Ministerraad, vertegenwoordigd door de Eerste Minister, met ambtswoning te 1000 Brussel, Wetstraat 16, heeft bij op 8 december 1991 ter post aangetekende brief een memorie ingediend.

Overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet is een afschrift van die memorie overgezonden bij op 13 januari 1992 ter post aangetekende brief, die op 14 januari 1992 aan de geadresseerde ter hand is gesteld.

De Waalse Gewestexecutieve heeft bij op 14 februari 1992 ter post aangetekende brief een memorie van antwoord ingediend.

Bij beschikkingen van 6 maart 1992 en 15 september 1992 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 4 oktober 1992 en 4 april 1993.

Bij besluit van 15 september 1992 heeft het Hof beslist dat ten gevolge van de inruststelling van voorzitter I. Pétry en de benoeming van J. Wathelet tot voorzitter, rechter Y. de Wasseige in de zetel de plaats zal innemen die oorspronkelijk aan J. Wathelet was toegewezen.

Bij beschikking van 27 oktober 1992 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en bepaald dat de zaak voorkomt op de terechtzitting van 28 november 1992.

Van die beschikking is aan de partijen kennisgegeven en zij zijn, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte gebracht bij op 28 oktober 1992 ter post aangetekende brieven, die op 29 oktober 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Ten gevolge van de inruststelling van voorzitter J. Wathelet op 19 november 1992, vervulde destijds D. André de functie van voorzitter; bij beschikking van 26 november 1992 heeft rechter F. Debaedts, waarnemend voorzitter in functie als gevolg van de verhindering van voorzitter J. Delva, rechter P. Martens aangeduid om de zetel aan te vullen en heeft hij vastgesteld dat rechter Y. de Wasseige rechter D. André als verslaggever vervangt.

Op de terechtzitting van 26 november 1992 :

— zijn verschenen :

Mr. M. Mahieu, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Gewestexecutieve;

— hebben de rechters Y. de Wasseige en H. Boel verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd conform de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. De wet van 20 maart 1991 en de aangevochten bepalingen

De wet van 20 maart 1991 regelt de erkenning van aannemers van werken en heft de besluitwet van 3 februari 1947 over hetzelfde onderwerp op.

Hoofdstuk I (artikelen 1 en 2) bepaalt de toepassingsfeer van de wet.

Hoofdstuk II (artikelen 3 tot 11) bepaalt de opdrachten die enkel aan erkende aannemers mogen worden gegund (artikel 3), stelt de voorwaarden en modaliteiten voor erkenning vast (artikelen 4 tot 7 en artikel 11) en regelt de procedure voor het verlenen van de definitieve of voorlopige erkenningen (artikelen 8 tot 10). Het beroep is gericht tegen de artikelen 4, § 2 en 3, artikel 8, eerste lid, artikel 7, § 3, artikel 8, §§ 1, 2 en 4, en artikel 10, die bepalen wat volgt :

Artikel 4, §§ 2 en 3

« § 2. De Koning bepaalt de regelen en de criteria die in aanmerking worden genomen bij het indienen en het onderzoek van de erkenningsaanvragen, de herzieningen, de aanvragen tot overdracht van erkenning en bij de beoordeling van de bewijzen voorgelegd met toepassing van artikel 3, § 1, 2°. Op basis van deze bewijzen zal worden vastgesteld of aan de voorwaarden van § 1 is voldaan.

De Minister bepaalt welke documenten daartoe moeten worden voorgelegd.

§ 3. De Koning kan, volgens de modaliteiten die Hij bepaalt, en na advies van de Commissie, bepaalde publiekrechtelijke personen vrijstellen van de voorwaarden van § 1, die onverenigbaar zijn met de aard van deze personen. »

Artikel 6, eerste lid

« Een opdracht voor aanneming van werken kan pas worden gegund aan een niet-erkend aannemer die de bewijzen, bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, voorlegt of zich beroept op een inschrijving op de officiële lijst van de erkende aannemers in een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap, nadat de Minister, op verzoek van de opdrachtgever en na advies van de Commissie, heeft beslist dat voldaan is aan de erkenningsvoorwaarden bepaald in artikel 4, § 1, respectievelijk aan de vereisten inzake gelijkwaardigheid van een erkenning bedoeld in artikel 5. »

Artikel 7, § 3

« De Koning bepaalt het totaal bedrag van al de werken, zowel openbare als private, die door dezelfde aannemer gelijktijdig mogen worden uitgevoerd op het ogenblik van het gunnen van de opdracht. »

Artikel 8, §§ 1, 2 en 4

« § 1. De erkenning wordt, op verzoek van de aannemer, door de Minister verleend na advies van de Commissie.

§ 2. De erkenning in de laagste klasse wordt door de Minister, na advies van de Commissie, verleend aan de aannemer die erom verzoekt en het bewijs levert dat hij aan de voorwaarden voldoet bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, 2°, 3°, 4° en 7°.

§ 4. De erkenning blijkt uit een getuigschrift afgegeven door de Minister. Dat getuigschrift vermeldt het nr. van inschrijving in een register met betrekking tot de klasse van erkenning in een categorie of ondercategorie van werken, alsook de datum waarop de erkenning verkregen werd. »

Artikel 10

« De Minister kan na advies van de Commissie, onder de voorwaarden en volgens de regels bij koninklijk besluit bepaald, een voorlopige erkenning verlenen aan een aannemer voor elke categorie of ondercategorie van activiteiten uitgeoefend sinds minder dan vijf jaar.

De voorlopige erkenning is twintig maanden geldig. Ze kan op verzoek van de betrokkene tweemaal worden verlengd, telkens met een zelfde termijn van twintig maanden. »

Hoofdstuk III (artikel 12) machtigt de Koning de wijze van overdracht van een erkenning vast te stellen; het beroep is ook tegen die bepaling gericht, die als volgt is geformuleerd :

Artikel 12

« De Koning bepaalt in welke gevallen van overname, van fusie, van splitsing en van wijziging van de rechtspersoonlijkheid de overdracht van een erkenning van een natuurlijke persoon of rechtspersoon kan plaatsvinden. »

Hoofdstuk IV (artikelen 13 tot 17) richt een erkenningscommissie op, bepaalt de samenstelling ervan (artikel 13), de opdrachten (artikel 14) en de werkingsmodaliteiten (artikelen 15 tot 17). In dat hoofdstuk wordt enkel artikel 14, a, door het beroep beoogd.

Artikel 14

« De Commissie heeft als opdracht :

a) het geven van advies aan de Minister betreffende alle aanvragen tot erkenning, tot voorlopige erkenning en alle herzieningen van een erkenning. »

Hoofdstuk V is gewijd aan de herziening van de erkenning en omvat één enkel artikel (artikel 18); het beroep is gericht tegende §§ 2, 3, 2° en 3°, en § 4, van dat artikel, dat bepaalt wat volgt :

Artikel 18

« § 1. Elke erkenning blijft slechts gelden tot op het ogenblik van de herziening ervan.

§ 2. De Koning kan steeds beslissen tot een algemene herziening van alle erkenningen van alle aannemers.

§ 3. Tot individuele herziening van alle erkenningen van een aannemer wordt overgegaan :

1° om de vijf jaar en voor het eerst na een periode van vijf jaar te rekenen van het verkrijgen van de eerste erkenning;

2° op initiatief van de Minister of van de Commissie, wanneer zij kennis hebben van gegevens waaruit blijkt dat de aannemer niet meer voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 4, § 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°;

3° op initiatief van de Minister of van de Commissie bij wijziging van de rechtspersoon, maatschappelijke vorm en bij stopzetting van de activiteit van de aannemer;

§ 4. Tot individuele herziening van één of meerdere erkenningen van een aannemer kan worden overgegaan, op initiatief van de Minister of van de Commissie, bij elke wijziging, uitbreiding of overdracht van een erkenning, uitgezonderd bij aanvragen tot het verkrijgen van een voorlopige erkenning. »

Hoofdstuk VI (artikelen 19 en 20) bepaalt de gevallen waarin kan worden beslist tot klasseverlaging, schorsing en intrekking van de erkenning en stelt de modaliteiten ervan vast; het beroep is enkel gericht tegen artikel 19, dat bepaalt wat volgt :

Artikel 19

« § 1. De Minister kan, na advies van de Commissie, de klasseverlaging of de schorsing van een of meerdere erkenningen van een aannemer uitspreken :

1° Wanneer door de opdrachtgevers van werken in de zin van artikel 2 bij de Commissie een klacht wordt ingediend die betrekking heeft op een erkend aannemer en waarbij deze een van de volgende feiten ten laste wordt gelegd :

- a) niet-naleving van de voorwaarden der gesloten overeenkomsten;
- b) grove fout in de uitvoering van de werken;
- c) afgifte van valse verklaringen bij het verstrekken van inlichtingen in het raam van de beoordeling van de voorwaarden die bij het gunnen van de opdracht werden gesteld;
- d) niet-naleving van het in artikel 7 van de wet betreffende de overheidsopdrachten gestelde verbod van verstandhouding;
- e) het niet-nakomen tijdens de uitvoering van een overheidsopdracht van een van de verplichtingen bedoeld in artikel 8, §§ 1 en 3, van de wet betreffende de overheidsopdrachten.

2° Wanneer de Minister of de Commissie kennis heeft van officiële gegevens waaruit blijkt dat de aannemer :

- a) niet meer voldoet aan de voorwaarden vermeld onder artikel 4, § 1, 4°, a), en 7°;
- b) valse verklaringen heeft afgelegd ter gelegenheid van het indienen van een aanvraag tot erkenning;
- c) de in artikel 17 voorgeschreven meldingsplicht niet heeft nageleefd.

§ 2. Wanneer de aannemer, na daartoe te zijn aangemaand, binnen een termijn van zestig dagen, geen of onvolledig gevolg heeft gegeven aan het verzoek van de Commissie tot overlegging in het raam van de artikelen 18 en 19 van alle nuttig geachte inlichtingen en bescheiden, wordt zijn erkenning door de Minister geschorst.

§ 3. De Minister kan, na advies van de Commissie, de intrekking van een of meer erkenningen van een aannemer uitspreken of een aannemer uitsluiten van overheidsopdrachten in de gevallen bepaald bij § 1, 1°, b, d en e, en 2°, a en b.

§ 4. De overeenkomstig § 1, 1° en 2°, en § 2 toe te passen maatregelen worden door de Commissie in een met redenen omkleed advies aan de Minister voorgesteld, nadat de aannemer kennis heeft kunnen nemen van de hem ten laste gelegde feiten en in de mogelijkheid gesteld werd om in zijn verweermiddelen gehoord te worden.

De beslissing van de Minister wordt niet redenen omkleed en aan de aannemer betekend per aangetekend schrijven. Zij wordt tevens bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. »

In artikel 21, dat gewijd is aan de afwijkingen van de verplichting om een beroep te doen op erkende aannemers en dat hoofdstuk VII vormt, worden het eerste en het derde lid aangevochten.

Artikel 21

« Voor werken andere dan bedoeld in het derde lid, die zullen worden uitgevoerd of die voor ten minste 25 pct. zullen worden gesubsidieerd of in gelijk welke vorm voor ten minste 25 pct. worden gefinancierd ten laste van hun begroting of ten laste van de begroting van de openbare instellingen die van hen afhangen, kunnen de Ministers of de Executieven, met inachtneming van de door de Koning te bepalen regelen, na advies van de Commissie en bij een met redenen omkleed besluit, bepalen dat er zal worden afgeweken van de in artikelen 3 en 11 voorziene voorwaarden.

Wanneer de werken in opdracht van privaatrechtelijke personen worden uitgevoerd, gesubsidieerd of in gelijk welke vorm worden gefinancierd door publiekrechtelijke personen of door gelijk welke persoon waarop de wet betreffende de overheidsopdrachten van toepassing is, wordt de afwijking onder dezelfde voorwaarden toegestaan door de Minister.

De bevoegdheid om de afwijking toe te staan kan niet worden overgedragen. »

De hoofdstukken VIII en IX omvatten respectievelijk strafbepalingen en slotbepalingen, waarvan enkel artikel 24, eerste lid, wordt aangevochten, dat bepaalt wat volgt :

Artikel 24

« De aannemers die erkend zijn op de datum van inwerkingtreding van deze wet behouden hun erkenningen totdat hun toestand herzien zal zijn overeenkomstig de modaliteiten en binnen de termijnen bepaald door de Koning. »

IV. *In rechte*

— A —

A.1. De Waalse Gewestexecutieve leidt één enkel middel af uit de schending van de artikelen 107 *quater* van de Grondwet en 6, § 1, VI, derde en vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 doordat,

— enerzijds (eerste onderdeel), artikel 4, §§ 2 en 3, artikel 12, artikel 14, a, artikel 19, § 4, artikel 21, eerste lid, en artikel 24, eerste lid « tot in de kleinste details de erkenning van aannemers van werken regelen of de nationale overheid daartoe zonder enige beperking machtigen »;

— anderzijds (tweede onderdeel), artikel 4, § 3, artikel 6, eerste lid, artikel 7, § 3, artikel 8, §§ 1, 2 en 4, artikel 10, artikel 18, § 2, § 3, 2° en 3°, en § 4, artikel 19, §§ 1, 2 en 3, en artikel 21, derde lid « aan de Koning of aan de Nationale Minister die bevoegd is voor de erkenning van de aannemers, het nemen van de uitvoeringsmaatregelen voorbehouden ».

Volgens de verzoekende partij zou uit de voormelde grondwettelijke en bijzondere bepalingen voortvloeien dat, inzake de erkenning van aannemers van werken, de bevoegdheid van de Staat zou moeten worden beperkt tot de vaststelling van de algemene regels, op voorwaarde bovendien dat zij bedoeld zijn om de economische unie te waarborgen; de Gewesten van hun kant zouden bevoegd zijn om dat algemeen kader aan te vullen, eventueel bij decreet, en om die nationale en gewestelijke normen toe te passen. Voor het overige beklemtoont de Waalse Gewestexecutieve dat de Staat de principiële bevoegdheid van de Gewesten inzake het economisch beleid moet naleven en dat hij de uitoefening van die bevoegdheid niet op onredelijke wijze mag belemmeren.

A.2.a. Na de stand van zaken te hebben opgemaakt betreffende de bestaande Europese reglementering, de besluitwet van 3 februari 1947 die door de aangevochten wet is vervangen, en de redenen van die vervanging, citeert de Ministerraad sommige passages uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 8 augustus 1980, referenties aan de rechtsleer en uittreksels uit de rechtspraak van het Hof betreffende de draagwijdte die moet worden verleend aan de in artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de wet van 8 augustus 1980 vervatte zinsnede « met inachtneming van het algemeen normatief kader van de economische unie en de monetaire eenheid ». Volgens hem zou het vierde lid van diezelfde bepaling tot doel hebben de specifieke onderdelen van het voormeld algemeen normatief kader aan te geven, waarbij de bijzondere wetgever de aangelegenheid « overheidsopdrachten » heeft ingedeeld. Betreffende de draagwijdte die aan die bevoegdheidstoewijzing moet worden gegeven, zou, steeds volgens de Ministerraad, uit de geciteerde parlementaire voorbereiding (memorie van toelichting en verslag van de Kamercommissie) blijken dat de besluitwet van 3 februari 1947 (die de bestreden wet vervangt), net zoals andere bepalingen, werd beschouwd als onderdeel van de aangelegenheid « overheidsopdrachten » en dat « de bijzondere wetgever aan de nationale overheid de bevoegdheid heeft toegekend om zowel door wettelijke als door verordenende besluiten de aangelegenheid van de overheidsopdrachten te regelen, in zoverre ze één van de pijlers is van de economische unie en de monetaire eenheid ». De Gewesten zouden derhalve slechts mogen ingrijpen in wat niet onder die algemene regels inzake openbare werken valt.

A.2.b. Betreffende de draagwijdte die aan de woorden « algemene regels » dient te worden gegeven, citeert de Ministerraad de parlementaire voorbereiding van artikel 6, § 1, VI, derde lid, en de woorden « door of krachtens de wet », vervat in het derde lid van de voormelde bepaling. Hij stelt dat de bijzondere wetgever de bedoeling had zowel de wettelijke als de verordenende regels als « algemene regels » te beschouwen. Betreffende de uitvoeringsbevoegdheid, maakt hij een onderscheid tussen alles wat op de kwalitatieve selectie van een kandidaat betrekking heeft en wat met de toekenning van een opdracht verband houdt. In verband met het eerste punt (onderzoek van de aanvragen tot erkenning, toekenning, overdracht en sancties) zou alles eenvormig moeten zijn en derhalve door de centrale Staat worden geregeld om de economische unie en de gelijkheid tussen de ondernemers te waarborgen. De Ministerraad onderstreept overigens dat, door de vertegenwoordigers van de Gemeenschappen en de Gewesten in de Commissie voor erkenning te laten zetelen, de nationale wetgever de economische bevoegdheden van de Gewesten wel degelijk in aanmerking heeft genomen.

A.3.a. Bij haar bespreking van hetzelfde derde en vierde lid van artikel 6, § 1, VI, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, baseert de Waalse Gewestexecutieve zich, van haar kant, op de memorie van toelichting aan de Kamer, volgens welke de uitzonderingen op de economische bevoegdheid van de Gewesten op restrictieve wijze zouden moeten worden uitgelegd. Zij onderstreept dat uit het voormelde derde lid, in zoverre het begint met de woorden « met dit doel », voortvloeit dat « De nationale overheid (...) in de vier aangelegenheden die in dat lid zijn opgesomd (...) slechts kan optreden om de economische unie en de monetaire eenheid te waarborgen » en zij dat slechts mag doen door middel van algemene regels. Volgens de verzoeker vereist de economische unie « het normale spel van de concurrentie en het vrije verkeer van goederen en diensten op een bepaald grondgebied »; de Gewestexecutieve verwijst naar het stelsel dat op Europees vlak van toepassing is en betoogt dat de economische unie geen volledige harmonisering van de regels voor de erkenning van de aannemers vereist; daarbij beklemtoont zij dat de bijzondere wet aan de Staat trouwens enkel de bevoegdheid geeft om de « algemene regels » terzake vast te stellen.

A.3.b. Betreffende de draagwijdte die aan de woorden « algemene regels » moet worden gegeven, is de Waalse Gewestexecutieve van mening dat ze moeten worden opgevat als de basisregels, de grote principes — ten deze inzake erkenning van aannemers —, waarvoor de centrale Staat bevoegd is. Het zijn daarentegen de Gewesten die zouden beschikken over de verordenende normatieve bevoegdheid en de volledige uitvoerings- of toepassingsbevoegdheid ten aanzien van zowel de nationale als de gewestelijke regels.

Als algemene regels zouden volgens de Waalse Gewestexecutieve tot de bevoegdheid van de Staat behoren : de keuze van een stelsel van erkenning, het algemeen kader en het toepassingsgebied ervan, de algemene criteria voor erkenning, herziening en overdracht van erkenning en de wederkerigheidsvoorwaarden met de andere E.E.G.-Lid-Staten.

Daarentegen zouden tot de bevoegdheid van het Gewest behoren, naast de volledige tenuitvoerlegging van het erkenningsstelsel : de vastlegging van de precieze regels en criteria voor indiening en onderzoek van de aanvragen voor erkenning, overdracht, herziening, de modaliteiten van vrijstelling van de erkenningsvoorwaarden, de gevallen van overdracht van een erkenning, de procedure betreffende de klasseverlaging, schorsing of intrekking van een erkenning, alsook de voorwaarden onder welke afwijkingen kunnen worden toegestaan.

— B —

B.1. Artikel 6, § 1, VI, derde en vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, bepaalt :

« In economische aangelegenheden oefenen de Gewesten hun bevoegdheden uit met inachtneming van de beginselen van het vrije verkeer van personen, goederen, diensten en kapitalen en van de vrijheid van handel en nijverheid, alsook met inachtneming van het algemeen normatief kader van de economische en monetaire eenheid, zoals vastgesteld door of krachtens de wet, en door of krachtens de internationale verdragen.

De nationale overheid is met dit doel bevoegd om algemene regels vast te stellen inzake :

1° de overheidsopdrachten;

(...).

B.2. In tegenstelling tot wat geldt voor de aangelegenheden die verder in artikel 6, § 1, VI, van de bijzondere wet worden genoemd en waarvoor de nationale wetgever een exclusieve bevoegdheid heeft, is zijn bevoegdheid inzake overheidsopdrachten beperkt tot het vaststellen van algemene regels met het enkele doel de in het derde lid van dat artikel opgesomde beginselen te waarborgen.

B.3.a. Zoals uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 blijkt (Gedr. St., Kamer, B.Z. 1988, nr. 516/6, pp. 126-127), wordt onder de « algemene regels inzake overheidsopdrachten » verstaan, de beginselen die betrekking hebben op de aangelegenheden geregeld door :

— de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

— het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

— het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden van de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten;

— de reglementering inzake erkenning van de aannemers, zoals die bijvoorbeeld is vastgesteld door de besluitwet van 3 februari 1947 houdende regeling van de erkenning der aannemers, door het koninklijk besluit van 9 augustus 1982 tot vaststelling van de toepassingsmaatregelen van de besluitwet van 3 februari 1947, en door het ministerieel besluit van 13 augustus 1982 tot vaststelling van de in aanmerking te nemen criteria voor het onderzoek van de erkenningsaanvragen der aannemers en van de voorwaarden voor de toekenning van eventuele afwijkingen.

B.3.b. Zoals hierboven is gesteld, heft de wet van 20 maart 1991, in haar artikel 23, de besluitwet van 3 februari 1947 op; in de memorie van toelichting is de vervanging van die wetgeving als volgt verantwoord : « De erkenningsreglementering, ingevoerd krachtens de besluitwet van 3 februari 1947, met het doel een waarborg te verstrekken voor een goede uitvoering van overheidswerken is vandaag aan herziening toe. De snelle evoluties die de bouwsector en de aannemerswereld kenmerken, alsook de recente Europese ontwikkelingen *ad hoc* en de noodzakelijke vertaling van de gevolgen van de recente institutionele hervormingen, liggen aan de basis van onderhavig wetsontwerp » (Gedr. St., Senaat, 1990-1991, nr. 1067/1, p. 1).

De wet van 20 maart 1991 valt, door haar onderwerp, onder de in het voormelde artikel 6, § 1, VI, vierde lid, beoogde aangelegenheid van de « overheidsopdrachten ».

B.3.c. Wat de juiste draagwijdte betreft die dient te worden gegeven aan de termen « algemene regels », houden de voormelde parlementaire voorbereiding evenals de referentie in het voormelde artikel 6, § 1, VI, vierde lid, aan « het algemeen normatief kader » beoogd in het derde lid van dezelfde bepaling, in dat de vaststelling, door de nationale overheid, van de beginselen die de aangelegenheid van de overheidsopdrachten regelen, kan gebeuren zowel langs reglementaire als langs wettelijke weg.

De Gewesten kunnen overigens, zoals uit dezelfde parlementaire voorbereiding blijkt, die beginselen vervolledigen, ook via normatieve weg, teneinde een beleid te voeren dat is aangepast aan hun behoeften, voor zover het niet strijdig is met het normatief kader bepaald door de nationale overheid. (Gedr. St. Kamer, B.Z. 1988, nr. 516/1, p. 10).

B.4. Uit wat voorafgaat volgt dat de verdeling van de bevoegdheden tussen de Staat en de Gewesten inzake de erkenning van aannemers als volgt kan worden omschreven :

— de nationale overheid is bevoegd om de wettelijke of verordenende normen uit te vaardigen die de algemene regels vastleggen, voor zover als nodig is om de economische unie en monetaire eenheid in stand te houden;

— de Gewesten kunnen die normen aanvullen met andere normen en zijn bovendien als enige bevoegd om de individuele maatregelen voor de toepassing van de nationale en gewestelijke normen te nemen.

Over het eerste onderdeel van het middel

B.5. In het eerste onderdeel van het middel voert de verzoekende partij aan dat de wet van 20 maart 1991 artikel 6, § 1, VI, derde en vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, schendt doordat de aangevochten bepalingen « tot in de kleinste details de erkenning van de aannemers van werken regelen of de nationale overheid daartoe zonder enige beperking machtigen ». De grief is gericht tegen de volgende artikelen :

— 4, §§ 2 en 3;

— 12;

— 14, a;

— 19, § 4;

— 21, eerste lid,

— 24, eerste lid.

B.6.a. Inzake overheidsopdrachten voor werken dient de vereiste van een voorafgaande erkenning van de aannemers als een basisbeginsel te worden beschouwd; daaruit volgt dat artikel 3 van de wet van 20 maart 1991, niet aangevochten, dat die vereiste formuleert, moet worden beschouwd als een algemene regel inhoudend, die krachtens artikel 6, § 1, VI, vierde lid, van de bijzondere wet onder de bevoegdheid van de nationale overheid valt; de bevoegdheid om een dergelijke vereiste op te leggen, houdt de bevoegdheid in om de voornaamste modaliteiten ervan vast te stellen.

Als zodanig moeten onder meer worden beschouwd :

— de vaststelling van de voorwaarden van de erkenning (artikel 4, § 1, niet aangevochten), van de erkenning van de gelijkwaardigheid van de aannemers (artikel 6), van de overdracht (artikel 12), van de herziening (artikel 18), van de klasseverlaging, de schorsing en de intrekking (artikel 19) van de erkenningen;

— de vaststelling van de regels en criteria die bij de erkenning, de herziening of de overdracht van de erkenning in acht moeten worden genomen (artikel 4, § 2);

— de vaststelling van de materiële toepassingsfeer van het erkenningsstelsel (artikel 4, § 3; artikel 21, eerste lid), van de toepassing in de tijd en van voorlopige maatregelen (artikel 24, eerste lid; artikel 10);

— de oprichting van een adviescommissie, samengesteld uit deskundigen die de verschillende betrokken partijen vertegenwoordigen (artikel 13, niet aangevochten), evenals de vaststelling van de opdrachten van die commissie (artikel 14).

B.6.b. In zoverre het onderdeel van het middel artikel 14, a, en artikel 19, § 4, verwijt de nationale overheid op onbeperkte wijze te machtigen om « tot in de kleinste details de erkenning van aannemers van werken te regelen », heeft het eveneens betrekking op het tweede onderdeel; het onderzoek van dat tweede onderdeel zal dan ook die twee artikelen omvatten.

De adviezen van de commissie bedoeld in artikel 13 kunnen een eenvormige toepassing van het erkenningsstelsel bevorderen, maar zij binden de beslissingsbevoegde overheid niet. De adviserende opdracht die door de nationale wetgever aan de commissie is toevertrouwd, belet de decreetgever niet, enerzijds, aanvullende erkenningsnormen aan te nemen waarmee de commissie rekening moet houden in haar adviezen, anderzijds, de eindbeslissing afhankelijk te stellen van specifieke criteria, voor zover die normen en criteria bestaanbaar zijn met de door de nationale overheid uitgevaardigde algemene regels en voor zover zij niet strijdig zijn met het normatief kader dat de economische unie bepaalt.

B.6.c. De overige bepalingen van de wet van 20 maart 1991 beoogd in het eerste onderdeel van het middel, voor zover zij zelf of door machtiging van de Koning als voorwerp hebben sommige modaliteiten van het erkenningsstelsel vast te stellen, dienen te worden beschouwd als algemene regels in de zin van artikel 6, § 1, VI, vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en waarvan de draagwijdte onder B.4 is gepreciseerd.

B.7. Daaruit volgt dat het eerste onderdeel van het middel, in zoverre het artikel 4, §§ 2 en 3, artikel 12, artikel 14, a, artikel 19, § 4, artikel 21, eerste lid, en artikel 24, eerste lid, verwijt « tot in de kleinste details de erkenning van aannemers van werken te regelen of de nationale overheid daartoe zonder enige beperking te machtigen » niet-gegrond is.

Over het tweede onderdeel van het middel

B.8. De verzoekende partij betoogt dat de wet van 20 maart 1991 artikel 6, § 1, VI, derde en vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, schendt doordat de aangevochten bepalingen « aan de Koning of aan de nationale minister die bevoegd is om erkenningen aan aannemers te verlenen, de bevoegdheid voorbehouden om uitvoeringsmaatregelen te nemen ». Die grief is tegen de volgende artikelen gericht :

- 4, § 3;
- 6, eerste lid;
- 7, § 3;
- 8, §§ 1, 2 en 4;
- 10;
- 18, § 2;
- 18, § 3, 2° en 3°;
- 18, § 4;
- 19, §§ 1, 2 en 3;
- 21, derde lid.

Zoals in B.6.b is gesteld, zal de grief ook worden onderzocht wat de artikelen 14, a, en 19, § 4, betreft.

B.9. Zoals onder B.4 is uiteengezet, geeft artikel 6, § 1, VI, derde en vierde lid, aan de Staat niet de bevoegdheid om de individuele maatregelen voor de toepassing van de normen inzake de erkenning van de aannemers aan te nemen; die maatregelen vallen onder de bevoegdheid van de Gewesten.

B.10. Artikel 4, § 3, artikel 7, § 3, en artikel 18, § 2, verlenen de Koning diverse machtigingen, respectievelijk om de voorwaarden voor vrijstelling van erkenning voor sommige publiekrechtelijke personen vast te stellen, om het totaal bedrag van de werken die gelijktijdig kunnen worden uitgevoerd vast te stellen en om te beslissen over de algemene herziening van de erkenningen; die verschillende aangelegenheden moeten worden beschouwd als belangrijke modaliteiten van het erkenningsstelsel dat door de wetgever is ingesteld, waarbij hij vermocht te verkiezen de verwezenlijking ervan aan de Koning over te laten, eerder dan ze rechtstreeks te regelen.

De door de Koning op basis van de machtigingen vervat in artikel 7, § 3, en artikel 18, § 2, aangenomen maatregelen zijn geen individuele maatregelen voor de toepassing van de regelgeving inzake de erkenning van de aannemers van openbare werken.

Artikel 4, § 3, moet zo worden geïnterpreteerd dat het de Koning machtigt bepaalde categorieën van publiekrechtelijke personen aan te duiden die kunnen worden vrijgesteld van de voorwaarden van § 1, en niet dat het de Koning machtigt individuele maatregelen van vrijstelling te nemen.

De bij artikel 4, § 3, artikel 7, § 3, en artikel 18, § 2, gegeven machtigingen houden geen schending in van artikel 6, § 1, VI, derde en vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Daaruit volgt dat het tweede onderdeel van het middel, dat die artikelen beoogt, niet-gegrond is.

B.11. De overige bepalingen van de wet van 20 maart 1991 die in het tweede onderdeel van het middel zijn geciteerd, machtigen de nationale minister die bevoegd is om aannemers te erkennen, naargelang van het geval, om het initiatief te nemen (artikel 18, § 3, 2° en 3° en § 4) voor individuele herzieningen van erkenningen of om de individuele maatregelen te nemen die zijn vereist voor de toepassing van die wetgeving (artikel 6, eerste lid, artikel 8, §§ 1, 2 en 4, artikel 10, artikel 19, §§ 1, 2 en 3, en artikel 21, derde lid).

Dergelijke maatregelen vallen onder de bevoegdheid van de Gewesten en kunnen niet worden beschouwd als algemene regels in de zin van artikel 6, § 1, VI, vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980; in zoverre zij op de nationale minister betrekking hebben, zijn die bepalingen door bevoegdheidsoverschrijding aangetast.

B.12. Artikel 14, a, dat aan de commissie de opdracht geeft de minister van advies te dienen betreffende de aanvragen tot erkenning, tot voorlopige erkenning, evenals over de herzieningen ervan, is door zijn inhoud verbonden met de artikelen 8 en 10 - het herinnert immers aan een opdracht die reeds door die twee artikelen aan de commissie is toevertrouwd - en met artikel 18, §§ 3 en 4. Die bepaling is door bevoegdheidsoverschrijding aangetast doordat zij op de nationale minister betrekking heeft.

B.13. Artikel 19, § 4, bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van de §§ 1 en 2 en stelt met name dat de erin beoogde maatregelen door de commissie aan de minister worden voorgesteld. Paragraaf 4 is, in zoverre hij de nationale minister beoogt, verbonden met de §§ 1 en 2, en is, zoals de laatstvermelde en in dezelfde mate, door bevoegdheidsoverschrijding aangetast.

B.14. Ten einde evenwel een ononderbroken regeling van de erkenning van de aannemers van werken mogelijk te maken, is het aangewezen met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1980 op het Arbitragehof, de gevolgen van de vernietigde wetsbepalingen gedurende een redelijke termijn te handhaven.

Om die redenen,

Het Hof

1. Vernietigt in de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken artikel 6, eerste lid, artikel 8, §§ 1, 2 en 4, artikel 10, artikel 14, a, artikel 18, § 3, 2° en 3°, en § 4, artikel 19 en artikel 21, derde lid, in zoverre zij betrekking hebben op de nationale minister die bevoegd is voor de erkenning van aannemers;

2. Beslist dat de vernietigde wetsbepalingen uitwerking hebben tot uiterlijk 31 december 1993;

3. Verwerpt het beroep voor zover het is gericht tegen artikel 4, § 3, onder voorbehoud van de interpretatie gepreciseerd onder B.10;

4. Verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 23 december 1992 door voormelde zetel waarin rechter K. Blanckaert, wettig verhinderd, voor onderhavige uitspraak vervangen is door rechter L. P. Suetens:

De griffier,

H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,

D. André.

SCHIEDSHOF

D. 93 — 54

[S-C — 21003]

Urteil Nr. 79/92 vom 23. Dezember 1992

Geschäftsverzeichnissnr. 331

In *Sachen* : Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 20. März 1991 zur Regelung der Anerkennung von Bauunternehmern, erhoben von der Wallonischen Regionalexekutive.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus dem Vorsitzenden D. André und dem stellvertretenden Vorsitzenden F. Debaedts, und den Richtern K. Blanckaert, H. Boel, L. François, P. Martens und Y. de Wasseige, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden D. André,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Klagegegenstand

Mit Klageschrift vom 4. Oktober 1991, die dem Hof mit am selben Tag bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt und am 7. Oktober 1991 bei der Kanzlei eingegangen ist, beantragt die Wallonische Regionalexekutive, vertreten durch ihren Vorsitzenden, mit Amtssitz in 5100 Namur, rue Mazy 25-27, die Nichtigerklärung von Artikel 4 § 2 und § 3, Artikel 6 Absatz 1, Artikel 7 § 3, Artikel 8 § 1, § 2 und § 4, Artikel 10, Artikel 12, Artikel 14 « Absatz 1 », Artikel 18 § 2, § 3 2° und 3° und § 4, Artikel 19, Artikel 21 Absatz 1 und Absatz 3 und Artikel 24 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. März 1991 zur Regelung der Anerkennung von Bauunternehmern, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. April 1991.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 7. Oktober 1991 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Mitglieder der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben geurteilt, daß es in diesem Fall keinen Anlaß zur Anwendung der Artikel 71 ff. des vorgenannten Sondergesetzes gab.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des vorgenannten Gesetzes mit am 24. Oktober 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 25. bzw. 26. Oktober 1991 den jeweiligen Adressaten zugestellt wurden, notifiziert.

Die durch Artikel 74 des vorgenannten Sondergesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Oktober 1991.

Der Ministerrat, vertreten durch den Premierminister, mit Amtssitz in 1000 Brüssel, rue de la Loi 16, hat mit am 8. Dezember 1991 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Eine Abschrift dieses Schriftsatzes wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 13. Januar 1992 bei der Post aufgegebenen und am 14. Januar 1992 dem Adressaten zugestelltem Einschreibebrief übermittleit.

Die Wallonische Regionalexekutive hat mit am 14. Februar 1992 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 6. März 1992 und 15. September 1992 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 4. Oktober 1992 bzw. 4. April 1993 verlängert.

Durch Beschluß vom 15. September 1992 hat der Hof entschieden, daß infolge der Ruhestandsversetzung der Vorsitzenden I. Pétry und des Amtsantritts von J. Wathelet als Vorsitzender der Richter Y. de Wasseige in der Besetzung die ursprünglich von J. Wathelet eingenommene Stelle übernimmt.

Durch Anordnung vom 27. Oktober 1992 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 26. November 1992 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte über die Terminfestsetzung informiert wurden; dies erfolgte mit am 28. Oktober 1992 bei der Post aufgegebenen und am 29. Oktober 1992 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen.

Infolge der Ruhestandsversetzung des Vorsitzenden J. Wathelet am 19. November 1992 erfüllt der Richter D. André das Amt eines Vorsitzenden; durch Anordnung vom 26. November 1992 hat der Richter F. Debaedts, der infolge der Verhinderung des Vorsitzenden J. Delva als amtierender Vorsitzender fungiert, den Richter P. Martens dazu bestimmt, die Besetzung zu ergänzen, und festgestellt, daß der Richter Y. de Wasseige den Richter D. André als Berichterstatter ersetzt.

Auf der Sitzung vom 26. November 1992

— erschienen:

RA M. Mahieu, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat;

RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regionalexekutive;

— haben die Richter Y. de Wasseige und H. Boel Bericht erstattet;

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Bestimmungen der Artikel 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Das Gesetz vom 20. März 1991 und die angefochtenen Bestimmungen

Das Gesetz vom 20. März 1991 regelt die Anerkennung von Bauunternehmern und hebt den Gesetzeserlaß vom 3. Februar 1947, der sich auf den gleichen Gegenstand bezieht, auf.

Kapitel I (Artikel 1 und 2) legt den Anwendungsbereich des Gesetzes fest.

Kapitel II (Artikel 3 bis 11) bestimmt die Aufträge, welche nur an anerkannte Unternehmer vergeben werden können (Artikel 3), legt die Bedingungen und Modalitäten der Anerkennung fest (Artikel 4 bis 7 und Artikel 11) und regelt das Verfahren zur Gewährung der endgültigen bzw. vorläufigen Anerkennungen (Artikel 8 bis 10). Die Klage betrifft Artikel 4 § 2 und § 3, Artikel 6 Absatz 1, Artikel 7 § 3, Artikel 8 § 1, § 2 und § 4 sowie Artikel 10, welche folgendes bestimmen:

Artikel 4 § 2 und § 3

« § 2. Der König bestimmt die Regeln und Kriterien, die bei der Einreichung und Prüfung der Anerkennungsanträge, der Revisionen und der Anerkennungsübertragungsanträge sowie bei der Beurteilung der gemäß Artikel 3 § 1 2° vorgelegten Belege zu berücksichtigen sind. Aufgrund dieser Belege wird festgestellt, ob die in § 1 festgelegten Bedingungen erfüllt sind.

Der Minister bestimmt, welche Schriftstücke zu dem Zweck einzureichen sind.

§ 3. Der König kann gemäß den von Ihm festzulegenden Modalitäten und nach eingeholter Stellungnahme des Ausschusses bestimmte Personen öffentlichen Rechts von den in § 1 festgelegten Bedingungen, die mit dem Wesen dieser Personen unvereinbar sind, befreien. »

Artikel 6 Absatz 1

« Ein Auftrag für Arbeiten kann an einen nichtanerkannten Unternehmer, der die in Artikel 3 § 1 2° genannten Belege vorlegt oder sich auf eine Eintragung in das amtliche Verzeichnis der anerkannten Unternehmer in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaften beruft, erst dann vergeben werden, nachdem der Minister auf Antrag des Auftraggebers und nach eingeholter Stellungnahme des Ausschusses beschlossen hat, daß die in Artikel 4 § 1 festgelegten Anerkennungsbedingungen bzw. die in Artikel 5 bestimmten Voraussetzungen bezüglich der Gleichwertigkeit von Anerkennungen erfüllt sind. »

Artikel 7 § 3

« Der König bestimmt den Gesamtbetrag der öffentlichen und privaten Arbeiten, die zum Zeitpunkt der Vergabe des Auftrags gleichzeitig vom selben Unternehmer durchgeführt werden können. »

Artikel 8 § 1, § 2 und § 4

« § 1. Die Anerkennung wird auf Antrag des Unternehmers vom Minister nach eingeholter Stellungnahme des Ausschusses erteilt.

§ 2. Die Anerkennung in der untersten Klasse wird vom Minister nach eingeholter Stellungnahme des Ausschusses dem Unternehmer, der sie beantragt und die Erfüllung der in Artikel 4 § 1 1°, 2°, 3°, 4° und 7° genannten Bedingungen nachweist, erteilt.

§ 4. Über die Anerkennung wird vom Minister ein Zeugnis ausgestellt. Dieses Zeugnis enthält die Angabe der Nummer der Eintragung in einem Verzeichnis bezüglich der Anerkennungsklasse in einer Kategorie oder Subkategorie von Arbeiten sowie des Datums der Erlangung der Anerkennung. »

Artikel 10

« Der Minister kann nach eingeholter Stellungnahme des Ausschusses, unter den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die durch königlichen Erlaß festgelegt werden, einem Unternehmer für jede Kategorie oder Subkategorie von seit weniger als fünf Jahren ausgeübten Tätigkeiten eine vorläufige Anerkennung erteilen.

Die vorläufige Anerkennung ist zwanzig Monate gültig. Auf Antrag des Beteiligten kann sie zweimal um zwanzig Monate verlängert werden. »

Kapitel III (Artikel 12) ermächtigt den König dazu, die Modalitäten der Übertragung einer Anerkennung festzulegen; diese Bestimmung ist ebenfalls Gegenstand der Klage und lautet folgendermaßen:

Artikel 12

« Der König bestimmt, in welchen Fällen der Übernahme, des Zusammenschlusses, der Aufteilung oder der Änderung der Rechtspersönlichkeit die einer natürlichen oder juristischen Person erteilte Anerkennung übertragen werden kann. »

Kapitel IV (Artikel 13 bis 17) setzt einen Anerkennungsausschuß ein und bestimmt dessen Zusammensetzung (Artikel 13), Aufgabenbereich (Artikel 14) und Arbeitsweise (Artikel 15 bis 17). In diesem Kapitel ist nur Artikel 14 a) Gegenstand der Klage.

Artikel 14

« Der Ausschuß hat zur Aufgabe,

a) dem Minister Stellungnahmen zu allen Anträgen auf Anerkennung bzw. vorläufige Anerkennung und allen Anerkennungsrevisionen zu unterbreiten. »

Kapitel V handelt von der Anerkennungsrevision und enthält einen einzigen Artikel (Artikel 18); die Klage ist gegen § 2, § 3 2° und 3° und § 4 dieses Artikels gerichtet, der folgendermaßen lautet:

Artikel 18

« § 1. Jede Anerkennung bleibt nur bis zum Zeitpunkt ihrer Revision gültig.

§ 2. Der König kann jederzeit beschließen, eine allgemeine Revision aller Anerkennungen sämtlicher Unternehmer vorzunehmen.

§ 3. Eine individuelle Revision aller Anerkennungen eines Unternehmers erfolgt

1° alle fünf Jahre, zum erstenmal nach einer Zeitspanne von fünf Jahren ab Erlangung der ersten Anerkennung;

2° auf Initiative des Ministers oder des Ausschusses, wenn ihnen Angaben bekannt sind, denen zufolge der Unternehmer nicht mehr die in Artikel 4 § 1 1°, 2°, 3°, 5° und 6° genannten Bedingungen erfüllt;

3° auf Initiative des Ministers oder des Ausschusses im Falle einer Änderung der Rechtspersönlichkeit oder der Rechtsform oder bei Geschäftsaufgabe des Unternehmers.

§ 4. Auf Initiative des Ministers oder des Ausschusses kann die individuelle Revision einer oder mehrerer Anerkennungen eines Unternehmers bei jeder Änderung, Erweiterung oder Übertragung einer Anerkennung — mit Ausnahme der Anträge auf Erlangung einer vorläufigen Anerkennung — erfolgen. »

Kapitel VI (Artikel 19 und 20) sieht die Fälle vor, in denen die Zurückstufung, die Suspendierung und der Widerruf der Anerkennung beschlossen werden können, und legt die entsprechenden Modalitäten fest. Die Klage betrifft nur Artikel 19; dieser bestimmt folgendes :

Artikel 19

« § 1. Der Minister kann nach eingeholter Stellungnahme des Ausschusses die Zurückstufung oder die Suspendierung einer oder mehrerer Anerkennungen eines Unternehmers anordnen :

1° Wenn Auftraggeber von Arbeiten im Sinne von Artikel 2 beim Ausschluß Beschwerde über einen anerkannten Unternehmer führen, dem eine der folgenden Tatsachen vorgeworfen wird:

- a) Nichtbeachtung der Bedingungen der vergebenen Aufträge;
- b) schwerer Fehler bei der Durchführung der Arbeiten;
- c) falsche Erklärungen bei der Erteilung von Auskünften im Hinblick auf die Feststellung der Erfüllung der bei der Vergabe des Auftrags vorgeschriebenen Bedingungen;
- d) Nichtbeachtung des in Artikel 7 des Gesetzes bezüglich der Aufträge der öffentlichen Hand vorgesehenen Kartellverbotes;

e) bei der Durchführung eines Auftrags der öffentlichen Hand begangene Verletzung einer der in Artikel 8 § 1 und § 3 des Gesetzes bezüglich der Aufträge der öffentlichen Hand genannten Verpflichtungen.

2° Wenn dem Minister oder dem Ausschuß amtliche Angaben bekannt sind, denen zufolge der Unternehmer

- a) nicht mehr die in Artikel 4 § 1 4° a) und 7° vorgesehenen Bedingungen erfüllt;
- b) sich bei der Einreichung eines Antrags auf Anerkennung der Abgabe falscher Erklärungen schuldig gemacht hat;
- c) die in Artikel 17 vorgeschriebene Meldepflicht nicht beachtet hat.

§ 2. Hat der Unternehmer nach entsprechender Aufforderung dem Ersuchen des Ausschusses, im Rahmen der Artikel 18 und 19 alle für zweckdienlich erachteten Schriftstücke und Auskünfte vorzulegen bzw. zu erteilen, innerhalb von sechzig Tagen nicht oder nur teilweise Folge geleistet, so wird seine Anerkennung vom Minister suspendiert.

§ 3. Der Minister kann nach eingeholter Stellungnahme des Ausschusses in den in § 1 1° b), d) und e) sowie 2° a) und b) vorgesehenen Fällen den Widerruf einer oder mehrerer Anerkennungen eines Unternehmers anordnen oder einen Unternehmer von Aufträgen der öffentlichen Hand ausschließen.

§ 4. Die gemäß § 1 1° und 2° sowie § 2 anwendbaren Maßnahmen werden vom Ausschuß in einer begründeten Stellungnahme dem Minister vorgeschlagen, nachdem der Unternehmer in der Lage gewesen ist, die ihm angelasteten Tatsachen zur Kenntnis zu nehmen und in seinen Verteidigungsmitteln angehört zu werden.

Die Entscheidung des Ministers wird begründet und dem Unternehmer per Einschreiben zugestellt. Darüber hinaus wird sie auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. »

In Artikel 21, der sich mit den Abweichungen von der Verpflichtung, sich an anerkannte Unternehmer zu wenden, befaßt und Kapitel VII darstellt, werden die Absätze 1 und 3 angefochten.

Artikel 21

« Für die anderen Arbeiten als diejenigen, auf die sich Absatz 3 bezieht, welche durchgeführt, zu mindestens 25 v.H. subventioniert oder in irgendeiner Form zu mindestens 25 v.H. zu Lasten ihres Haushaltes oder zu Lasten des Haushaltes der ihnen unterstehenden öffentlich-rechtlichen Anstalten finanziert werden sollen, können die Minister oder die Exekutiven unter Beachtung der vom König festzulegenden Vorschriften und nach eingeholter Stellungnahme des Ausschusses durch begründeten Erlaß die Abweichung von den in den Artikeln 3 und 11 vorgesehenen Bedingungen beschließen.

Werden die Arbeiten für Rechnung privatrechtlicher Personen durchgeführt, subventioniert oder in irgendeiner Form von Personen öffentlichen Rechts oder von jeder anderen Person, auf die das Gesetz bezüglich der Aufträge der öffentlichen Hand anwendbar ist, finanziert, so wird die Abweichung unter den gleichen Bedingungen vom Minister gewährt.

Die Abweichungsbefugnis ist nicht übertragbar. »

Die Kapitel VIII und IX enthalten Straf- bzw. Schlußbestimmungen; dabei wird nur Artikel 24 Absatz 1 angefochten, der folgendes bestimmt:

Artikel 24

« Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes anerkannten Unternehmer behalten ihre Anerkennungen bei, bis ihre Verhältnisse gemäß den Modalitäten und innerhalb der Fristen, die der König bestimmt, revidiert worden sind. »

IV. In rechtlicher Beziehung

— A —

A.1. Die Wallonische Regionalexekutive bringt einen einzigen Klagegrund vor, der von einer Verletzung der Artikel 107 *quater* der Verfassung und 6 § 1 VI Absätze 3 und 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 ausgeht, indem

— einerseits (erster Teil) Artikel 4 § 2 und § 3, Artikel 12, Artikel 14 a), Artikel 19 § 4, Artikel 21 Absatz 1 und Artikel 24 Absatz 1 « bis ins kleinste Detail die Anerkennung von Bauunternehmern regeln oder die nationale Obrigkeit ohne Beschränkung dazu ermächtigen »;

— andererseits (zweiter Teil) Artikel 4 § 3, Artikel 6 Absatz 1, Artikel 7 § 3, Artikel 8 § 1, § 2 und § 4, Artikel 10, Artikel 18 § 2, § 3 2° und 3° und § 4, Artikel 19 § 1, § 2 und § 3 und Artikel 21 Absatz 3 « dem König bzw. dem für die Anerkennung von Bauunternehmern zuständigen nationalen Minister die Zuständigkeit vorbehalten, Durchführungsmaßnahmen zu treffen ».

Die Klägerin macht geltend, daß aus den vorgenannten Verfassungs- und Sondergesetzesbestimmungen hervorgehe, daß im Bereich der Anerkennung von Bauunternehmern die Zuständigkeit des Zentralstaates sich auf die Festlegung der allgemeinen Regeln beschränken solle, darüber hinaus unter der Bedingung, daß sie der Gewährleistung der Wirtschaftsunion dienen würden; die Regionen seien ihrerseits dafür zuständig, diesen allgemeinen Rahmen gegebenenfalls durch Dekrete zu ergänzen und diese nationalen und regionalen Normen

anzuwenden. Im übrigen betont die Wallonische Regionalexekutive, daß der Staat die grundsätzliche Zuständigkeit der Regionen in Sachen Wirtschaftspolitik zu beachten habe und die Ausübung dieser Kompetenzen nicht in unangemessener Weise beeinträchtigen dürfe.

A.2.a. Nach einer Erörterung der geltenden EG-Vorschriften, des durch das angefochtene Gesetz ersetzten Gesetzeserlasses vom 3. Februar 1947 sowie der Gründe dieses Ersatzes zitiert der Ministerrat Auszüge aus den Vorarbeiten zum Gesetz vom 8. August 1988, Quellen der Rechtslehre und Auszüge aus der Rechtsprechung des Hofes in bezug auf die Tragweite, die den Worten « unter Beachtung des allgemeinen normativen Rahmens der Wirtschafts- und Währungsunion » in Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Gesetzes vom 8. August 1980 beizumessen ist. Er vertritt die Meinung, Absatz 4 derselben Bestimmung habe zum Zweck, die spezifischen Komponenten des vorgenannten allgemeinen normativen Rahmens zu bestimmen, zu denen kraft der Sondergesetzgebung die Angelegenheit der öffentlichen Aufträge gehöre. Was die dieser Zuständigkeitszuweisung beizumessende Tragweite anbelangt, meint der Ministerrat, aus den angeführten Vorarbeiten (Begründungsschrift und Bericht des Kammerausschusses) gehe hervor, daß der Angelegenheit der « öffentlichen Aufträge » betrachtet worden sei; außerdem habe « der Sondergesetzgeber der nationalen Obrigkeit die Zuständigkeit übertragen, sowohl durch Gesetze als auch durch Verordnungserlasse die Angelegenheit der öffentlichen Aufträge zu regeln, soweit diese einen der 'Eckpfeiler' der Wirtschafts- und Währungsunion darstellt »; die Regionen könnten daher nur insofern normieren, als es sich dabei nicht um die allgemeinen Regeln in bezug auf öffentliche Arbeiten handele.

A.2.b. Was die den Worten « allgemeine Regeln » einzuräumende Tragweite betrifft, meint der Ministerrat, der sich auf die Vorarbeiten zu Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 und die Worte « durch das Gesetz oder kraft desselben » in Absatz 3 der besagten Bestimmung bezieht, daß der Sondergesetzgeber als « allgemeine Regeln » sowohl Gesetzes- als auch Verordnungsvorschriften ins Auge gefaßt habe; hinsichtlich der Durchführungskompetenz sei zu unterscheiden zwischen dem, was die qualitative Auswahl eines Bewerbers betrifft, und dem, was die Vergabe eines Auftrags betrifft. Alles, was den ersten Punkt anbelangt (Prüfung der Anerkennungsanträge, Gewährung, Übertragung und Sanktionen), müsse wegen der Wirtschaftsunion und zur Sicherung der Gleichheit unter den Unternehmern einheitlich sein und daher vom Zentralstaat geregelt werden; im übrigen betont der Ministerrat, daß der Nationalgesetzgeber den wirtschaftsbezogenen Kompetenzen der Regionen tatsächlich Rechnung getragen habe, indem er die Vertretung der Gemeinschaften und Regionen im Anerkennungsausschuß vorgesehen habe.

A.3.a. Die Wallonische Regionalexekutive erläutert ihrerseits dieselben Absätze 3 und 4 von Artikel 6 § 1 VI des Sondergesetzes vom 8. August 1980 und nimmt Bezug auf die Begründungsschrift an die Kammer, wonach die Ausnahmen von der wirtschaftsbezogenen Kompetenz der Regionen einschränkend auszulegen sein sollen; sie betont, daß der vorgenannte Absatz 3 dadurch, daß er am Anfang die Worte « zu diesem Zweck » enthalte, impliziere, daß « die nationale Obrigkeit also in den vier aufgezählten Angelegenheiten ... nur handeln kann, um die Wirtschafts- und Währungsunion zu gewährleisten », und daß sie dies nur mittels allgemeiner Regeln tun könne. Die Klägerin behauptet, die Wirtschaftsunion erfordere « das normale Spiel des Wettbewerbs und den freien Waren- und Dienstleistungsverkehr in einem bestimmten Gebiet »; unter Bezugnahme auf das auf europäischer Ebene geltende System weist die Regionalexekutive darauf hin, daß die Wirtschaftsunion keine totale Harmonisierung der Vorschriften bezüglich der Anerkennung von Unternehmern voraussetzen würde, und betont dabei, daß das Sondergesetz dem Staat übrigens nur die Zuständigkeit für die Festlegung der einschlägigen « allgemeinen Vorschriften » erteile.

A.3.b. Hinsichtlich der diesen Worten einzuräumenden Tragweite seien die « allgemeinen Regeln » — so die Wallonische Regionalexekutive — als die Grundregeln, die Hauptprinzipien — im vorliegenden Fall in bezug auf die Anerkennung von Unternehmern — aufzufassen, welche zum Zuständigkeitsbereich des Zentralstaates gehörten. Die Regionen aber verfügten über die verordnende Rechtsetzungskompetenz sowie über jede Durchführungs- oder Anwendungskompetenz sowohl hinsichtlich der nationalen als auch der regionalen Vorschriften.

Als allgemeine Regeln würden nach Ansicht der Wallonischen Regionalexekutive dem Staat die Wahl einer Anerkennungsregelung, deren allgemeiner Rahmen und Anwendungsbereich, die allgemeinen Kriterien für die Anerkennung, die Revision und die Übertragung der Anerkennung sowie die Gegenseitigkeitsbedingungen im Verhältnis zu den übrigen EG-Mitgliedstaaten obliegen.

Die Region hingegen sei neben der gesamten Durchführung des Anerkennungssystems zuständig für die Festlegung der genauen Regeln und Kriterien für die Prüfung der Anträge auf Anerkennung, Übertragung und Revision, die Modalitäten der Befreiung von den Anerkennungsbedingungen, die Fälle der Übertragung einer Anerkennung, das Verfahren hinsichtlich der Zurückstufung, der Suspendierung und des Widerrufs einer Anerkennung sowie die Voraussetzungen für die Gewährung von Abweichungen.

— B —

B.1. Artikel 6 § 1 VI Absätze 3 und 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung bestimmt folgendes:

« In wirtschaftlichen Angelegenheiten üben die Regionen ihre Zuständigkeiten unter Beachtung der Grundsätze des freien Verkehrs von Personen, Gütern, Dienstleistungen und Kapitalien, der Handels- und Gewerbe-freiheit sowie des allgemeinen normativen Rahmens der Wirtschafts- und Währungsunion aus, so wie diese durch das Gesetz oder kraft desselben und durch die internationalen Verträge oder kraft derselben festgelegt worden sind. »

Die nationale Obrigkeit ist zu diesem Zweck zuständig für das Festlegen der allgemeinen Regeln in bezug auf

1° die öffentlichen Aufträge;

(...)

B.2. Im Gegensatz zu dem, was für die Angelegenheiten gilt, die weiter in Artikel 6 § 1 VI des Sondergesetzes genannt werden und für die der Nationalgesetzgeber eine ausschließliche Zuständigkeit besitzt, beschränkt sich seine Zuständigkeit im Bereich der öffentlichen Aufträge auf die Festlegung allgemeiner Regeln, welche einzig und allein die Gewährleistung der in Absatz 3 dieses Artikels aufgezählten Grundsätze bezwecken.

B.3.a. Wie aus den Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 8. August 1988 zur Änderung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 (*Drucks.*, Kammer, Sondersitzungsperiode, 1988, Nr. 516/6, SS. 126-127) ersichtlich, versteht man unter den « allgemeinen Regeln in bezug auf die öffentlichen Aufträge » jene Grundsätze, die sich auf die Angelegenheiten beziehen, welche in

— dem Gesetz vom 14. Juli 1976 bezüglich der Aufträge der öffentlichen Hand für Bauarbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen,

— dem königlichen Erlaß vom 22. April 1977 bezüglich der Aufträge der öffentlichen Hand für Bauarbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen,

— dem Ministerialerlaß vom 10. August 1977 zur Festlegung der allgemeinen Vergabebedingungen für Aufträge der öffentlichen Hand für Bauarbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen und

— der Reglementierung bezüglich der Anerkennung von Unternehmern, wie zum Beispiel festgelegt durch den Gesetzeserlaß vom 3. Februar 1947 zur Regelung der Anerkennung von Bauunternehmern, durch den königlichen Erlaß vom 9. August 1982 zur Festlegung der Maßnahmen zur Anwendung des Gesetzeserlasses vom 3. Februar 1947, und durch den Ministerialerlaß vom 13. August 1982 zur Festlegung der zu berücksichtigenden Kriterien bei der Prüfung der Anerkennungsanträge von Bauunternehmern sowie der Bedingungen für die Gewährung eventueller Abweichungen, geregelt sind.

B.3.b. Wie oben erwähnt, hebt das Gesetz vom 20. März 1991 in seinem Artikel 23 den Gesetzeserlaß vom 3. Februar 1947 auf; in der Begründungsschrift wurde der Ersatz dieser Gesetzgebung folgendermaßen begründet: « Die Anerkennungsregelung, die kraft des Gesetzeserlasses vom 3. Februar 1947 zum Zwecke der Gewährleistung einer ordnungsgemäßen Durchführung der öffentlichen Aufträge eingeführt worden ist, bedarf heute der Revision. Die schnellen Entwicklungen, die den Bausektor und das Bauunternehmertum kennzeichnen, sowie die entsprechenden neueren europäischen Entwicklungen und die Notwendigkeit der Berücksichtigung der neueren institutionellen Reformen liegen dem vorliegenden Gesetzesentwurf zugrunde » (*Drucks.*, Senat, 1990-1991, Nr. 1067/1, S. 1).

Das Gesetz vom 20. März 1991 fällt aufgrund seines Gegenstands unter die im vorgenannten Artikel 6 § 1 VI Absatz 4 erwähnte Angelegenheit der « öffentlichen Aufträge ».

B.3.c. Was die genaue Tragweite betrifft, die den Worten « allgemeine Regeln » einzuräumen ist, implizieren die vorgenannten Vorarbeiten sowie die Bezugnahme im vorgenannten Artikel 6 § 1 VI Absatz 4 auf den in Absatz 3 derselben Bestimmung erwähnten « allgemeinen normativen Rahmen », daß die durch die nationale Obrigkeit vorzunehmende Festlegung der Grundsätze, die die Angelegenheit der öffentlichen Aufträge regeln, sowohl durch Verordnungen als auch durch Gesetze erfolgen kann.

Die Regionen können übrigens — wie aus denselben Vorarbeiten hervorgeht — diese Grundsätze ergänzen, und zwar auch auf dem Verordnungswege, um eine ihren Bedürfnissen angepaßte Politik zu führen, soweit diese nicht dem von der nationalen Obrigkeit bestimmten normativen Rahmen zuwiderläuft (*Drucks.*, Kamer, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 516/1, S. 10).

B.4. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, daß sich die Zuständigkeitsverteilung zwischen Staat und Regionen in bezug auf die Anerkennung von Bauunternehmern folgendermaßen definieren läßt:

- Die nationale Obrigkeit ist dafür zuständig, die Gesetzes- oder Verordnungsnormen zu erlassen, die die allgemeinen Regeln festlegen, soweit zur Aufrechterhaltung der Wirtschafts- und Währungsunion erforderlich ist.
- Die Regionen können diese Normen um andere Normen ergänzen, und außerdem sind nur sie dafür zuständig, die individuellen Maßnahmen zur Anwendung der nationalen und regionalen Normen zu ergreifen.

Bezüglich des ersten Teils des Klagegrunds

B.5. Im ersten Teil des Klagegrunds macht die klagende Partei geltend, daß das Gesetz vom 20. März 1991 gegen Artikel 6 § 1 VI Absätze 3 und 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung verstoße, indem die angefochtenen Bestimmungen « bis ins kleinste Detail die Anerkennung von Bauunternehmern regeln oder die nationale Obrigkeit ohne Beschränkung dazu ermächtigen ». Die Beschwerde richtet sich gegen folgende Artikel:

- 4 § 2 und § 3,
- 12,
- 14 a),
- 19 § 4,
- 21 Absatz 1,
- 24 Absatz 1.

B.6.a. Im Bereich der öffentlichen Aufträge für Arbeiten ist das Erfordernis einer vorherigen Anerkennung der Unternehmer als Grundprinzip zu betrachten; daraus ergibt sich, daß der nicht angefochtene Artikel 3 des Gesetzes vom 20. März 1991, der dieses Erfordernis formuliert, als eine allgemeine Regel beinhaltend zu betrachten ist, welche gemäß Artikel 6 § 1 VI Absatz 4 des Sondergesetzes in die Zuständigkeit der nationalen Obrigkeit fällt; die Zuständigkeit, ein solches Erfordernis vorzuschreiben, beinhaltet die Zuständigkeit, die hauptsächlichsten Modalitäten desselben festzulegen.

Als solche sind namentlich zu betrachten :

- die Festlegung der Bedingungen bezüglich der Anerkennung (Artikel 4 § 1, nicht angefochten), der Anerkennung der Gleichwertigkeit der Unternehmer (Artikel 6), der Übertragung (Artikel 12), der Revision (Artikel 18), der Zurückstufung, der Suspendierung und des Widerrufs (Artikel 19) der Anerkennungen;
- die Festlegung der Regeln und Kriterien, die bei der Anerkennung, der Revision oder der Übertragung der Anerkennung zu beachten sind (Artikel 4 § 2);
- die Festlegung des sachlichen Anwendungsbereichs des Anerkennungssystems (Artikel 4 § 3, Artikel 21 Absatz 1), des zeitlichen Anwendungsbereichs und der vorläufigen Maßnahmen (Artikel 24 Absatz 1, Artikel 10);
- die Einsetzung eines Beratungsausschusses, zusammengesetzt aus Sachverständigen, die die jeweiligen Beteiligten vertreten (Artikel 13, nicht angefochten), sowie die Festlegung des Aufgabenbereichs dieses Ausschusses (Artikel 14).

B.6.b. Soweit in dem Teil des Klagegrunds Artikel 14 a) und Artikel 19 § 4 vorgeworfen wird, die nationale Obrigkeit ohne Beschränkung dazu zu ermächtigen, « bis ins kleinste Detail die Anerkennung von Bauunternehmern zu regeln », bezieht er sich auch auf den zweiten Teil; in die Prüfung des zweiten Teils sind somit auch diese zwei Artikel einzubeziehen.

Die Stellungnahmen des in Artikel 13 vorgesehenen Ausschusses können eine einheitliche Anwendung des Anerkennungssystems fördern, sind für die Beschlussfassungsbehörde aber nicht verbindlich. Die Beratungsaufgabe, die der Nationalgesetzgeber dem Ausschuß zugeteilt hat, hindert den Dekretgeber nicht daran, einerseits ergänzende Anerkennungsnormen zu verabschieden, die der Ausschuß bei seinen Stellungnahmen zu berücksichtigen hat, und andererseits die endgültige Entscheidung von spezifischen Kriterien abhängig zu machen, soweit diese Normen und Kriterien mit den von der nationalen Obrigkeit erlassenen allgemeinen Regeln vereinbar sind und nicht im Widerspruch zum normativen Rahmen, der die Wirtschaftsunion bestimmt, stehen.

B.6.c. Die übrigen Bestimmungen des Gesetzes vom 20. März 1991, auf die sich der erste Teil des Klagegrunds bezieht, sind insofern, als sie selbst oder durch Ermächtigung des Königs die Festlegung gewisser Modalitäten des Anerkennungssystems bezwecken, als allgemeine Regeln im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Absatz 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, deren Tragweite zu B.4 präzisiert worden ist, zu betrachten.

B.7. Daraus ergibt sich, daß der erste Teil des Klagegrunds insofern, als darin Artikel 4 § 2 und § 3, Artikel 12, Artikel 14 a), Artikel 19 § 4, Artikel 21 Absatz 1 und Artikel 24 Absatz 1 vorgeworfen wird, « bis ins kleinste Detail die Anerkennung von Bauunternehmern zu regeln oder die nationale Obrigkeit ohne Beschränkung dazu zu ermächtigen », unbegründet ist.

Bezüglich des zweiten Teils des Klagegrunds

B.8. Die Klägerin behauptet, daß das Gesetz vom 20. März 1991 Artikel 6 § 1 VI Absätze 3 und 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung verletze, indem die angefochtenen Bestimmungen « dem König bzw. dem für die Anerkennung von Bauunternehmern zuständigen nationalen Minister die Zuständigkeit vorbehalten, Durchführungsmaßnahmen zu treffen ». Diese Beschwerde ist gegen folgende Artikel gerichtet:

- 4 § 3,
- 6 Absatz 1,
- 7 § 3,
- 8 § 1, § 2 und § 4,
- 10,
- 18 § 2,
- 18 § 3 2° und 3°,
- 18 § 4,
- 19 § 1, § 2 und § 3,
- 21 Absatz 3.

Wie zu B.6.b dargelegt, wird die Beschwerde auch hinsichtlich der Artikel 14 a) und 19 § 4 geprüft.

B.9. Wie zu B.5 ausgeführt, erteilt Artikel 6 § 1 VI Absätze 3 und 4 dem Staat nicht die Zuständigkeit, die individuellen Maßnahmen für die Anwendung der Normen bezüglich der Anerkennung von Bauunternehmern zu ergreifen; diese Maßnahmen gehören zum Kompetenzbereich der Regionen.

B.10. Artikel 4 § 3, Artikel 7 § 3 und Artikel 18 § 2 enthalten verschiedene Bestimmungen, die den König beziehungsweise dazu ermächtigen, die Bedingungen für die Anerkennungsbefreiung gewisser Personen öffentlichen Rechts festzulegen, den Gesamtbetrag der Arbeiten, die gleichzeitig durchgeführt werden können, festzusetzen und über die allgemeine Revision der Anerkennungen zu entscheiden; diese verschiedenen Angelegenheiten sind als wichtige Modalitäten des vom Gesetzgeber eingeführten Anerkennungssystems zu betrachten, wobei es ihm zusteht, die Verwirklichung dieser Modalitäten dem König zu überlassen, statt sie unmittelbar zu regeln.

Die aufgrund der in Artikel 7 § 3 und Artikel 18 § 2 enthaltenen Ermächtigungen vom König erlassenen Maßnahmen sind keine individuellen Maßnahmen für die Anwendung der Vorschriften bezüglich der Anerkennung von Bauunternehmern für öffentliche Arbeiten.

Artikel 4 § 3 ist so auszulegen, daß er den König dazu ermächtigt, Kategorien von Personen öffentlichen Rechts festzulegen, die von den in § 1 vorgesehenen Bedingungen befreit werden können, und nicht als Ermächtigung des Königs zum Ergreifen individueller Befreiungsmaßnahmen aufzufassen.

Die durch Artikel 4 § 3, Artikel 7 § 3 und Artikel 18 § 2 erteilten Ermächtigungen stellen keinen Verstoß gegen Artikel 6 § 1 VI Absätze 3 und 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 dar.

Daraus ergibt sich, daß der zweite Teil des Klagegrunds, der sich auf diese Artikel bezieht, unbegründet ist.

B.11. Die übrigen Bestimmungen des Gesetzes vom 20. März 1991, die im zweiten Teil des Klagegrunds genannt werden, ermächtigen den für die Anerkennung von Unternehmern zuständigen nationalen Minister dazu, je nach Fall die Initiative (Artikel 18 § 3 2° und 3° sowie § 4) für individuelle Revisionen von Anerkennungen zu ergreifen oder die individuellen Maßnahmen zu treffen, die für die Anwendung dieser Gesetzgebung erforderlich sind (Artikel 6 Absatz 1, Artikel 8 § 1, § 2 und § 4, Artikel 10, Artikel 19 § 1, § 2 und § 3 und Artikel 21 Absatz 3).

Solche Maßnahmen gehören zum Kompetenzbereich der Regionen und sind nicht als allgemeine Regeln im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Absatz 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zu betrachten; insofern, als diese Bestimmungen den nationalen Minister betreffen, sind sie mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet.

B.12. Artikel 14 a), der den Ausschuß damit beauftragt, dem Minister Stellungnahmen bezüglich der Anträge auf Anerkennung, auf vorläufige Anerkennung sowie der Revisionen zu unterbreiten, ist wegen seines Inhaltes mit den Artikeln 8 und 10 — er erinnert nämlich an eine dem Ausschuß durch diese zwei Artikel bereits zugeteilte Aufgabe — sowie mit Artikel 18 § 3 und § 4 verbunden. Diese Bestimmung ist mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet, indem sie den nationalen Minister betrifft.

B.13. Artikel 19 § 4 bestimmt die Modalitäten für die Anwendung von § 1 und § 2 und präzisiert namentlich, daß die darin vorgesehenen Maßnahmen vom Ausschuß dem Minister vorgeschlagen werden. Paragraph 4 ist insofern, als er den nationalen Minister betrifft, mit § 1 und § 2 verbunden und wie diese und im selben Maße mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet.

B.14. Damit aber eine ununterbrochene Regelung der Anerkennung der Bauunternehmer gewährleistet wird, sind gemäß Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Folgen der für nichtig erklärten Gesetzesbestimmungen während einer angemessenen Frist aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

1. erklärt im Gesetz vom 20. März 1991 zur Regelung der Anerkennung von Bauunternehmern Artikel 6 Absatz 1, Artikel 8 § 1, § 2 und § 4, Artikel 10, Artikel 14 a), Artikel 18 § 3 2° und 3° und § 4, Artikel 19 und Artikel 21 Absatz 3 insofern, als sie den für die Anerkennung von Unternehmern zuständigen Minister betreffen, für nichtig;

2. entscheidet, daß die für nichtig erklärten Bestimmungen spätestens bis zum 31. Dezember 1993 wirksam sind;

3. weist die Klage insofern, als sie gegen Artikel 4 § 3 gerichtet ist, unter Vorbehalt der zu B.10 präzisierten Auslegung zurück;

4. weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 23. Dezember 1992 durch die vorgenannte Besetzung, in der der gesetzlich verhinderte Richter K. Blanckaert bei dieser Urteilsverkündung durch den Richter L.P. Suetens ersetzt wurde.

Der Kanzler,
H. Van der Zwalmen.

Der Vorsitzende,
D. André.